

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 37 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 18 - 25 octobre 2023

LE CANAL SUR LA RIVIÈRE MASSACRE : DE GRAVES RUMEURS CIRCULENT

Première mission de la force multinationale dirigée par Kenya Les troupes du BESAP dans le viseur d'Ariel Henry

Par Léo Joseph

Avant même que soient déployés, en Haïti, les policiers internationaux, sous le leadership du Kenya, Ariel Henry prépare sa première mission, qui n'est pas au foyer des gangs armés, à la capitale, mais plutôt dans le Nord-Est, précisément sur le site où se déroulent les travaux de construction du canal sur la Rivière Massacre. Selon lui, il s'agit d'une menace qu'il faut éliminer sans tarder.

Ces rumeurs, circulent dans les milieux proches de la BESAP (Brigade de sécurité des aires protégées) déployée surtout dans le Nord-Est. Créée par le président Jovenel Moïse, ce corps d'hommes armés portant l'uniforme de campagne militaire est affecté exclusivement à la campagne, pour assurer la surveillance des forêts très vulnérables aux prédateurs s'adonnant à l'abattage illégal des arbres, une activité qui contribue au dépeuplement des forêts, à travers le pays.

À part la protection des forêts,

les agents de la BESAP prêteront main forte aux paysans, trop souvent victimes de voleurs de leurs animaux. À part ces deux responsabilités qu'assume la BESAP,

des arbres.

Attaque dirigée sur les agents du BESAP : Service au Dominicains?



L'ultimatum d'Abinader touche à sa fin mais les travaux continuent.

ses agents protègent également les aires protégées contre les incendies, autres manifestations des criminels de la campagne utilisant cette autre forme de destruction

Cette mission prévue pour la force multinationale, dont l'arrivée n'est même pas encore assurée, semble destinée à donner une garantie aux Dominicains voulant

voir s'arrêter la construction du canal sur la Rivière Massacre. C'est, d'ailleurs la condition qu'avait posée le président dominicain, Luis Abinader, pour rouvrir les frontières de son pays avec Haïti, dont les ports, terrestres, aériens et maritimes, avaient été fermés unilatéralement par le président dominicain. Toutefois, moins d'un mois plus tard, sous la pression des agriculteurs dominicains et d'autres commerçants du pays voisin essuyant des millions de dollars de pertes d'entrée d'argent, en raison de la mévente de leurs denrées et d'autres produits exportés vers Haïti, n'a pas tardé à faire marche arrière par rapport à la fermeture des frontières.

Il faut signaler que, dès qu'a été annoncée la reprise des travaux de construction du canal de Ouanaminthe, dont l'ouvrage avait été stoppé par Ariel Henry, en juillet 2021, après la mort tragique de Jovenel Moïse, le commandement de la BESAP avait mobilisé ses troupes sur les lieux de la cons-

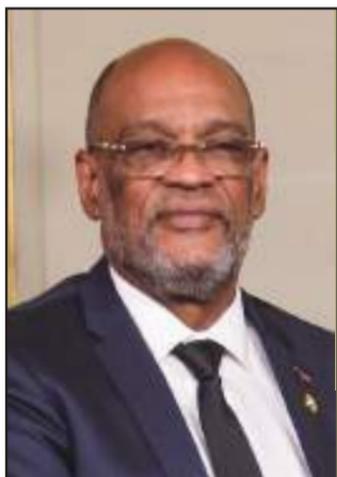
truction, en vue d'assurer la protection des ouvriers et des nombreux autres fanatiques ne n'avaient pas accompagné le déroulement de l'ouvrage.

Les agents de la BESAP avaient lancé cette mobilisation en guise de protection des ouvriers et autres personnes qui évoluent sur le site de la construction, dans le but de tenir en respect les militaires dominicains. Surtout que, en 2021, alors que les travaux du canal étaient en cours, ces derniers s'étaient arrogé le droit de faire irruption en territoire haïtien, afin de terroriser les Haïtiens.

Il est à signaler que, durant les premiers jours des travaux sur le canal et l'évolution des agents du BESAP, des militaires dominicains, sans doute en démonstration de force à ceux-là, paraissent sur leur territoire. Mais les Haïtiens avaient attribué à leur « pouvoir » un tourbillon qui avait fait son apparition dans le ciel.

Suite en page 2

APRÈS 28 MOIS DE GESTION CALAMITEUSE D'HAÏTI Ariel Henry chemine vers la porte de sortie Ses patrons sont sur le point de le lâcher



Ariel Henry, un accusé au timon des affaires.



Joseph Félix Badio, accusé en cavale, sous la protection du Premier ministre de facto.

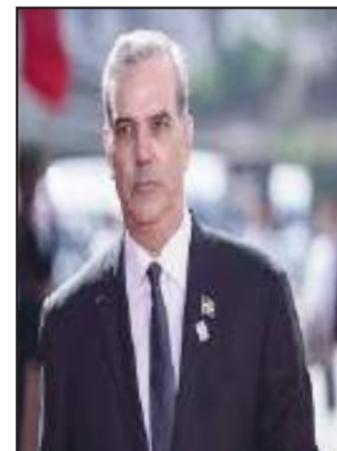
Par Léo Joseph

Ariel Henry et ses partisans se frottent leurs mains de satisfaction, après que le Conseil de sécurité eut voté en faveur du déploiement d'une force de sécurité internationale pour venir en aide à la Police nationale, dans sa lutte pour mettre fin à l'empire des bandes armées sur la population haïtienne. Une victoire pour lui, certes, mais à la Pyrrhus, car il risque, tout au moins, de laisser sa peau politique. Dans les milieux diplomatiques, loin d'Haïti,

Suite en page 2

HAPPENINGS! National production leading to Haiti's self-Sufficiency

By Raymond A. Joseph



Dominican President Luis Abinader

The French saying, "Un mal pour un bien," loosely translated "Out of evil comes something good," apparently is finding its application in Haiti, where the latest crisis unleashed, last month, by Dominican President Luis Abinader, has spurred a movement that emphasizes self-reliance through national production.

A press release, October 13, by ADIH (Association of

Continued on page 7

LE CANAL SUR LA RIVIÈRE MASSACRE : DE GRAVES RUMEURS CIRCULENT

Première mission de la force multinationale dirigée par Kenya

Les troupes du BESAP dans le viseur d'Ariel Henry

Suite de la page 1

Mais les militaires dominicains ne tardaient pas à expliquer qu'ils n'étaient pas venus avec aucune intention agressive, mais qu'ils étaient présents, uniquement dans le cadre de leur mission.

La BESAP est-elle une organisation illégale ?

Bien qu'aucun communiqué gouvernemental n'ait annoncé la présence illégale de la BESAP, en compagnie des ouvriers et les compatriotes présents, en permanence, sur les lieux de l'ouvrage, à Ouanaminthe, il semble que Ariel Henry attende l'arrivée des

Kenyans pour les lâcher sur les agents de la BESAP, la première mission des forces internationales.

Selon des réflexions attribuées à Ariel Henry, la BESAP est une organisation illégale, qui n'est pas rémunérée par le gouvernement. Il prétend que ses membres se débrouillent comme ils peuvent pour s'octroyer un salaire.

On se demande si le Premier ministre de facto assimile réellement la BESAP à une organisation illégale, alors qu'elle a été dument créée par Jovenel Moïse. Il avait nommé comme son commandant, un militaire appelé Jean

tel Joseph. Celui-ci a été arrêté, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Jovenel Moïse.

Installés en permanence à Ouanaminthe, le commandant de la BESAP et ses hommes avaient, il y a un mois, orchestré un gros meeting, à l'occasion duquel le chef avait fait un discours vibrant dans lequel il devait répéter à plusieurs reprises le slogan fétiche « *Kanal la pa p kanpe* ». Bien que, lors de la réunion, à l'Organisation des États américains (OEA), Léon Charles, représentant permanent d'Haïti à cette organisation, ait lancé ce cri nationaliste, Ariel Henry ne semble pas aimer l'entendre sortir de la bouche du

commandant de la BESAP.

Ariel Henry annonce-t-il des hostilités contre les Kenyans ?

Ariel Henry semble ignorer que la construction du canal sur la Rivière Massacre soit un projet du peuple haïtien supporté par tous les Haïtiens, toutes catégories sociales confondues, tant ceux vivant en Haïti que ceux évoluant à l'étranger. Qu'il se rappelle que les messages d'appui, les contributions et d'autres expressions d'adhésions au projet, et d'appui aux ouvriers ainsi qu'à leurs supporters sur le terrain viennent des dix départements géographiques

et de toutes les villes du pays, ainsi que de toutes les villes du monde où résident nos compatriotes. Cela signifie que la BESAP, qui assure la protection des femmes et hommes engagés dans la construction du canal, est au service de tous ces Haïtiens et bénéficie de leur solidarité patriotique.

Au bout du compte, il faut se demander pour quels motifs le Dr Henry pense qu'il doit éliminer la BESAP, qui entend appuyer les travaux jusqu'à ce qu'ils soient terminés. Cette attitude du Premier ministre de facto veut-elle dire qu'il est hostile à ce travail et qu'il se range du côté du président Luis Abinader ?

L.J.

APRÈS 28 MOIS DE GESTION CALAMITEUSE D'HAÏTI

Ariel Henry chemine vers la porte de sortie

Ses patrons sont sur le point de le lâcher

Suite de la page 1

les conversations vont bon train sur son éjection du pouvoir, le prix, dit-on, à payer pour obtenir cette intervention militaire étrangère tant souhaitée.

Depuis quelques jours, des conversations intrigantes vont bon train sur la santé politique d'Ariel Henry dont on parle du lâchage par ses tuteurs désespérément déçus de sa gestion des affaires du pays. Les pays qui, pour des raisons à eux seuls connus, avaient pris la liberté de fomenter, à son profit, cette conspiration ayant abouti à son atterrissage, à la primature, ruminent discrètement leur déception. Ceux qui ont eu l'outrecuidance de s'enfoncer dans cette imposture, à l'encontre du peuple haïtien, pour enfoncer Ariel Henry dans gorge, n'ont pas manqué de récolter les fruits amers de leur insolence diplomatico-politique.

En effet, à force d'être bombardés de jérémiades concernant les manœuvres politiciennes du Premier ministre de facto, de la part d'autres acteurs exaspérés de la gestion de la crise par ce dernier, notamment en ce qui concerne les promesses non tenues, ses supporters les plus acharnés ont « *tiédi* », certains totalement « *désenchantés* ». Parlant sous le sceau de l'anony-

mat, des diplomates se disent particulièrement révoltés contre l'attitude rigide d'Ariel Henry à l'égard d'autres acteurs haïtiens opposés à sa gestion de la crise, simplement voulant se donner des avantages politiques. Il semble que des critiques longtemps formulées dans les secteurs hostiles au maintien de ce dernier, à la primature, disant qu'il entend s'accrocher au pouvoir, afin d'organiser des élections, à son profit, soient accréditées même dans des milieux américains, tout récemment encore, dévoués à sa cause.

Il faut signaler que la question relative au statut d'illégitime et de non élu d'Ariel Henry, longtemps dénoncée par le Premier ministre de Saint Vincent et Grenadines, Ralph Gonsalves, qui n'a jamais raté une occasion pour la réitérer. Aussi des secteurs ont-ils fini par retenir sa mise en garde. Ce revirement a-t-il changé bien d'attitudes concernant le Premier ministre de facto haïtien.

Un autre argument qui a contribué à miner la crédibilité de ce dernier, sur la scène internationale, est celui qui le fait passer comme pour partie prenante dans l'assassinat du président de facto Jovenel Moïse. Cette critique suit son cours au sein de l'establishment politique et diplomatique américain dont des acteurs se

sont ouvertement prononcés. Comme, par exemple, l'ambassadeur Daniel Louis Foote, le premier envoyé spécial du Département d'État pour Haïti. Nommé en juillet, immédiatement après la mort tragique de Moïse, il devait démissionner deux mois plus tard, en septembre, pour cause de désagréments avec ses supérieurs, sur la politique de son pays avec Haïti. Depuis lors, M. Foote n'a cessé de lancer des dénonciations contre Ariel Henry, notamment pour être mal nommé à la tête du pays, donc le taxant aussi d'illégitime, en sus de pointer du doigt son rôle dans l'assassinat de Jovenel Moïse.

Ariel Henry, une épine au talon de Joe Biden

Les graves critiques contre le Premier ministre de facto fusent de toutes parts, au sein de la communauté internationale, mais de manière significative, dans le monde politique américain, surtout démocrate, le Parti de Joe Biden. Il y a longtemps que s'élèvent des voix parmi les plus autorisés demandant au chef d'État américain de cesser d'appuyer Ariel Henry, qui ignore royalement ses collègues.

Si les grands ténors démocrates ne sont pas encore montés au créneau contre M. Bidon, par

rapport au neurochirurgien, cela ne signifie pas que tout va bien dans le meilleur des mondes entre Joe Biden et le troupeau démocrates. Il n'y a à peine quelques semaines, Patrick Gaspard, qui a été nommé ambassadeur des États-Unis en Afrique du Sud, par le président Obama, a écrit un article très critique d'Ariel Henry, dans lequel ce dernier est présenté comme ayant fait partie du complot ayant abouti à l'assassinat brutal de Jovenel Moïse, le 6 juillet 2021, en la résidence de la famille présidentielle, à Pèlerin, dans les hauteurs de Pétiion-Ville.

Différents acteurs politiques américains ont dénoncé le Premier ministre de facto haïtien, citant les révélations d'un juge instructeur haïtien chargé de l'enquête sur ce crime odieux selon lesquelles le Dr Henry s'est entretenu à deux reprises avec Joseph Félix Badio dénoncé comme cheville ouvrière de ce complot d'assassinat.

Vu le rôle de receleur, en ce qui concerne Ariel Henry, que s'attribue l'administration Biden, dans l'enquête sur la mort de Jovenel Moïse, faisant de la Justice américaine le pilote des activités judiciaires et juridiques trop de questions attendent leurs réponses. Dès lors, comment expliquer la protection dont jouissent

des personnes dénoncées par des juges instructeurs et la Direction de la Police judiciaire (DCPJ), dans ce crime ? Certains accusés, qui étaient en cavale en Haïti, ont été extradés de Panama, de la Jamaïque et de la République dominicaine. Il s'agit de Rodolphe Jaar, ancien informateur de la Drug Enforcement Administration DEA et trafiquant de drogue. Appréhendé à Santo Domingo, il fut arrêté et remis aux autorités policières pour être transféré à Miami. Passé au jugement, il a été trouvé coupable et condamné à prison à vie. L'ex-sénateur Joseph Joël John, qui fut expulsé de la Jamaïque et transféré également à Miami a été jugé, lui aussi. Trouvé coupable, il attend tranquillement sa sentence.

Pourtant, Joseph Félix Badio, identifié comme étant le principal conspirateur, dans l'assassinat du 7 juillet, se la coule douce, quel que part, dans un quartier huppé de Port-au-Prince, tandis qu'il est « *activement recherché par la Police* ». Quant au Premier ministre de facto Ariel Henry, également accusé de complicité dans l'assassinat de M. Moïse, il mène les destinées de la République, en collaboration avec le CORE Groupe recevant ses ordres du Département d'État.



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



SUR LA ROUTE DU CINÉMA

LE PROCÈS PETRO-CARIBE

Un scénario signé Jean Sénat Fleury 3/4

Par Dan Albertini

Que n'ai-je pas dit sur La Route du cinéma, par la formule, allant de critiques fictives de scénarios imaginaires, d'histoire de film, des 12 h.71, de propagande, et j'en passe. *Sur la Route du cinéma* me colle sous trois coutures, différents les unes des autres, sans effet d'induction. Enfants, ma mère nous racontait cette histoire de cinéma sans paroles, au *Champ-de-Mars*, avec mon père qui, lui, n'a jamais connu une salle de cinéma. Sinon, la sienne, à l'église voisine, où je devais le rejoindre. *Fallait-il que je contasse, après séance, scène remaniée, à ma façon, en y mettant de la morale, j'évitais la violence.* Donc le grand écran, le petit étant son cours de télévision française, as semblant les éléments et pièces de téléés. *Une histoire liée.*

Ensuite, ruelle Dufort, voisinage de la 1^{re} impasse Lavaud, mon école primaire, elle hébergeait les scènes de tournage du film dit-*western spaghetti*, pour l'architecture de ses maisons. Uniforme au col vert visible, Éric Péan, un camarade de classe sur son chemin, m'y a conduit le temps de capter les mouvements sur les rails de la caméra. *D'où la caméra.*

Enfin, samedi, au retour de l'école, en préparation du certificat d'études primaires. Bois Verna. Je parlais avec les camarades plus tôt pour avoir terminé les tests hebdomadaires, et aller voir le film. *Pecos Django Franco Nero...* Mais, je parlais avant la fin afin de rentrer à l'heure. Lundi, j'avais la séance du dimanche 3 h heures, celle, secrète, du samedi midi, au ciné Palace, au *Champ-de-Mars, avec son.* Je racontais la fin sans l'y avoir vue, et on me croyait d'une lecture de *bon petit garçon d'église*, chez ceux de la fin. *D'où, Sur la Route du cinéma* aujourd'hui, recette juteuse qui me vaut d'être cité au [Columbia University CLIO](#), [Dan Albertini pour Nuits Albinos de Garry Victor](#).

Triptyque, qui m'a fait lire *Judge Fleury* dans son scénario imaginaire du Procès Péto Caribe.

Judge Fleury a rodé la scène de Jean Sénat Fleury, il nous entraîne loin de toute poésie étudiée, malgré, par défaut, au pays de l'oralité où le poste de radio reste accroché aux oreilles, en dépit du grand écran, qui n'a pas

évacué le petit écran historique non plus. C'est le procès. Faits réels, imaginaire, par mesure de sécurité prise, assurer contre tout venant toute attaque spontanée calculée, *forme viciée* par la présence de tout acteur confondu. La botte militaire est visible à la manière de. Une des formes d'intelligence de Howard Gardner, OJ-1997, *la description fait foi.*

La conclusion de l'épisode 2/4 propose le bras armé de la police judiciaire, comme celui de la sécurité publique, dans le voisinage, la cité faisant foi de la sienne bien éclairée, en droit et en lumière, car il y a courant électrique, *tout écran tout format.* Je présume de la participation de la CHI. Ébullition comme pour le canal frontalier, *les ouvriers et la politique (GM/MS)* veillent.

[Le public intéressé à ce procès est tout aussi nombreux dans la diaspora où des millions d'Haïtiens suivent le procès sur les réseaux sociaux. Des centaines de milliers de compatriotes résidant à l'étranger ont fait le voyage ex près pour assister au procès. Aux États-Unis, en France, au Canada, au Chili, en Espagne, en République dominicaine, les Haïtiens se lèvent en masse pour manifester. « À BAS LA CORRUPTION », « VIVE LA JUSTICE ». C'est le cri d'un groupe d'Haïtiens rassemblés devant le bâtiment des Nations Unies, à New York.]

C'est la première fois qu'un Haïtien le tente, il réussit à réunir le patriotisme outremer, outre-frontière, outre-tombe. Outre-mer, c'est *la diaspora*. Outre-frontière, en République dominicaine. Outre-tombe, avec Dessalines dans un ouvrage écrit publié, il réclame le procès, il est historique. Il est médiatique !

[Les grands médias internationaux : *New York Times, Washington Post, Boston Globe, Miami Herald, Guardian, Telegraph, le Figaro, Le Devoir, Jeune Afrique, Le Journal de Montréal, El Mundo*, affichent comme grand titre :

« HAÏTI : LE PROCÈS PÉTRO-CARIBE. ENFIN LA JUSTICE SÉVIT CONTRE LES COUPABLES ».]

Arrêtons-nous un instant sur la notion de **justice**. Peut-il y avoir *justice* par le fait d'un procès ou par la porte d'un procès ? L'auteur ne peut pas camoufler le *justiciable*, de par ce seul procès de PetroCaribe, quand il a déjà publié *'Dessalines paroles d'ou*

tre-tombe' qui revient brûler le Code noir, Toussaint Louverture, Hiro Jito, etc. La justice est un principe, j'y reviens dans les analyses.

[À 2 h exactement, le président déclare la reprise de l'audience. Un silence lourd tombe dans l'assistance et envahit toute la salle. Ce silence est rompu par la voix grave du doyen, qui s'adresse aux membres du Conseil de la défense.]

[Messieurs les avocats, vous êtes priés de vous lever].

Je dois héler l'histoire : pays des ordonnances, du généralissime-caporalisme, de l'éloquence !

[Tour à tour, se lèvent, dans le box, Me Rocourt, Georges, Coicou, Annibal, Justin, Noël, Lauture... Ils demandent acte de leur constitution pour les accusés].

Dans cet effet de la scène, le procès garde le *'Droit'* comme boussole.

[À l'adresse des avocats, le président prononce cette recommandation :

« Messieurs les membres du Conseil de la défense, tout en vous donnant acte, je vous avertis, conformément à l'article 245 du C.I.C., que vous ne pouvez rien dire contre votre conscience, ou contre le respect dû aux lois, et que vous devez vous exprimer avec décence et modération »].

En effet, si c'est le *'Droit'*, cela vaut-il pour le ministère public aussi ?

[Nous prenons acte de cette recommandation, répondent en chœur les huit membres les plus âgés du Conseil : Mes Rocourt, Vilaire, Kédeau, Noé, Ancion, Colimon, Justin, Michaud, tandis que les plus jeunes : Mes Coicou, Annibal, Noël, Lauture, Sainvil, Casimir, Lambert, Apollon, Amistral, Olivier, etc. se contentent d'un simple geste d'approbation de la tête avant de se rasseoir].

La nuance, si elle est marquée par l'effet de la gérontocratie versus la jeunesse, dans ce pays en cause, l'histoire a-t-elle un revers, et quand ? *Judge Fleury*, déchiré, confronté, poursuit :

[Le président de la Cour, s'adressant de nouveau aux accusés, debout dans le box, déclare : « Accusés, soyez attentifs à ce que vous allez entendre ».

Puis, se tournant vers le greffier, le magistrat ajoute : « Gref fier, donne lecture de l'ordonnance de renvoi au tribunal criminel et de l'acte d'accusation »].

Judge Fleury nous renvoie au suspens, à l'encontre de la mimique haïtienne du cinéma en essai, la pondération mène comme si, *à la mode de chez nous, Juge Fleury* fait durer le plaisir, *Le loup et de l'agneau*, inversion totalitaire dans le procès, nous en avons pour deux heures trente-cinq.

Ma question alors, puisque la presse internationale y est, *renforcée* : quel autre prévenu y est ?

[La lecture de l'ordonnance de renvoi et de l'acte d'accusation se fait dans un silence tendu. Des visages graves, très attentifs, des gestes stupéfaits accompagnent l'audition de certains passages. De temps en temps, le chuchotement d'un avocat, qui s'adresse discrètement à l'un de ses clients, assis dans le box, contrarie le silence].

Le rappel est impératif, ce type de commentaires frappe jusqu'ici les avocats de la défense, non pas ceux du ministère public. Comme si le cas est déjà résolu en pensée. En Droit, c'est le film *The Judge* (RD Jr/R Du vall), droit américain interne, contre celui de *Le Pont des espions*, où le colonel (russe) Abel est déjà condamné avant procès, nonobstant l'utilitaire d'échanges d'espions bilatéraux. Ce qui fait défaut ici, c'est intra haïtien, mais partiel à ce terme. Sauf si, il y a l'exo du CIC de la même époque en échange.

[Le greffier du siège, le sieur Aurélien Bayard, donne la lecture de l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction et de l'acte d'accusation rédigé par le Commissaire du gouvernement.

[L'ordonnance de renvoi du juge d'instruction reprend à peu près les informations contenues dans le rapport d'audit de la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif portant sur la gestion des fonds Petro-caribe. Le rapport de la CSCCA émané de la résolution en date du 1^{er} février 2018 de l'Assemblée sénatoriale, demandait à la Cour des comptes d'effectuer un audit de gestion des ordonnateurs du fonds Petro-caribe sur la période de septembre 2008 à septembre 2018, conformément à l'article 200 de la Constitution et du décret du 23 novembre 2005 modifiant celui du 4 novembre 1983].

Pourquoi 2026, peu importe le phénomène mondial, qui réunit le pan nord des Amériques, cette première fois, qui rejoint la pas-

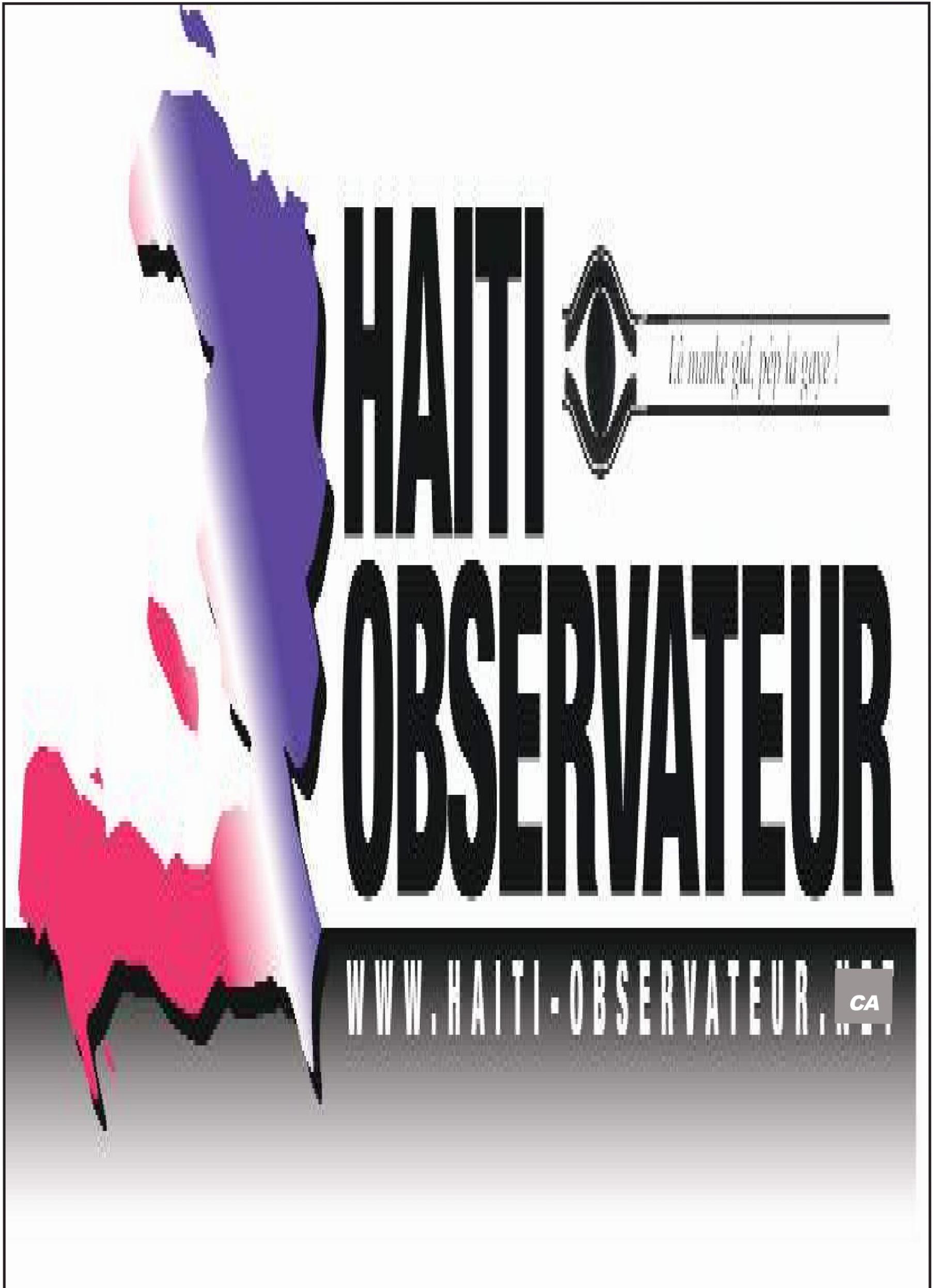
sion mère de Républik, en signifiant la présence de vedettes de continents globaux, elles se voient écartées dans la singularité d'un procès. En ce temps-là voyez-vous lequel débat qui me met en disgrâce avec *Judge Fleury*, il y a confrontation entre deux curriculums en Républik. *Judge Fleury* est de l'école de la Magistrate, donc une méthodologie, d'autres juges sont d'abord de l'expérience du Barreau, qui mène à la Magistrature par l'expérience. Le code de procédure est mis à rude épreuve depuis la fonte. Haïti est ce laboratoire où il faut choisir.

[Dans son enquête, le juge d'instruction s'était penché sur l'efficacité des dépenses publiques consenties dans le cadre des décaissements des fonds de Petro-caribe; sur l'examen des procédures de passation de marchés, d'engagements contractuels et de gestion des projets et/ou activités financées à partir des fonds Petro-Caribe; sur l'identification des failles dans l'exécution des projets et activités financées à l'aide de ces fonds; le relèvement des écarts administratifs, irrégularités et anomalies touchant à la mise en œuvre de ces projets et des activités correspondantes; le relèvement du niveau de conformité, de légalité, de validité et de sincérité des opérations entreprises dans le cadre de ce financement; le contrôle et l'indication des fonds débloqués, la sincérité et la réalité des décaissements faits à partir des fonds Petro-Caribe; l'identification à partir des mécanismes de gestion des projets de financement Petro-Caribe, les niveaux de responsabilité des gestionnaires des fonds en question].

Journaliste dans l'international observateur sur l'Observatoire (*dies, shrdc*), je me suis mis là où les ombres prennent les ondes de vitesse, *je mesure la force éolienne* du procès Petro-Caribe.

Merci d'y croire !





Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Sa w simen se sa w rekòlte

Jan m wè bagay yo ap dewoule se youn pwovèb kreyòl apre youn lòt ke nou ka aplike nan sityasyon sa a. Apa de « *Sa w simen se sa w rekòlte* », nou te ka di : « *Sa w te swete pou bèlmè w, se manman w li rive !* »

La tou mwen tande mounn k ap di kibò TiRenm ap vin ak nou la a, pou depi alapapòt l ap lage gwo pwovèb sou nou konsa? Enben, pran ti chèz ba nou, osnon si nou sou dodin nou obuyen si nou layte sou gwo sofa, ranje kò nou pou n tande kèk gwo verite k ap fè laplipa Ayisyen kontan, men ke zòt p ap apresye ditou. Se sou dosye Repiblik dominikèn nan, vrèman dosye prezidan Repiblik dominikèn nan, Luis Abinader, nou pral chita. Mwen kwè msye ap mòde gwo dwèt li kounnye a, si gen ase ki rete, paske sa l te kwè a se pa sa k rive. Msye soti pou l fè bak annaryè, men sa pa mache jan l te vle a. Prezidan an vin parèt lèd, li ka menm pèdi eleksyon an nan lane 2024 la, paske l soti pou l repedale pou 4 lane ankò. Men sa pa bèl pou li.

Kòm nou konnen, se nan dat 15 septanm, ki se « *Jou entènasyonal demokrasi* », selon jan Na syon Zini te deklare sa depi lane 2007, ke prezidan Abinader, te kite gwo kòlè monte l pou l pran pòz diktatè l, li fè fèmen fwontyè ant Repiblik dominikèn ak Ayiti. Anplis de sa, li pase lòd pou pa gen kontak ni pa avyon ni pa bato ant 2 peyi yo. Epi l te debake sou fwontyè a avèk youn bann solda pou siveye ke y ap obeyi tou sa l di a. Li te di tou, se pou Sèvis Imigrasyon peyi l sispann bay Ayisyen viza, nou pa bezwen mounn sa yo k ap bay twòp pwoblèm. Gran dizè, pa gen tankou l, li di, « *Anyen p ap chanje toutotan yo pa fè sa m di pou yo fè a !* ». Ayisyen wi li te mennase konsa.

Se pou tout travay sou kannal la sispann

Kisa l te mande menm? Sis pann

tout travay ki kòmnanse sou kannal la! Kòm nou konnen depi 2 ou 3 semèn anvan dat 15 septanm nan lè l te kite kòlè manke pete fyèl li a, Ayisyen anwo nan Nòdès, bò Wanament, te vin re prann travay sou youn kannal pou pran dlo nan gwo rivyè Ma sak la, ki sèvi kòm fwontyè ant 2 peyi yo pou anviwon 7 kilomèt nan 55 kilomèt anvan l al tonbe nan lanmè. Mounn nan zòn Wanament t ap eseye jwenn youn ti dlo pou wouze jaden nan plenn Maribawou a, k ap sibi youn gwo sechrès.

Mesye Abinader di sa pral lakòz anpil pwoblèm pou kiltivatè nan peyi l. Youn sèl kannal Ayisyen yo, li di se detounen y ap detounen rivyè a pou pran tout dlo a, se swa jamè Ayisyen pa ka fè sa. Byen ke gen youn « *traité* », sètadi kontra entènasyonal, ki siyen depi lane 1929, ki di tou 2 peyi yo kote rivyè a pase a gen dwa pran dlo ladan l pou fè trvay nan peyi yo. Okontrè, Dominikèn gentan gen 11 kannal ki branche sou rivyè a bò pa yo. Nou ka konprann sa, paske rivyè a, ke Dominikèn yo rele *Dajabon*, kouri 48 kilomèt anndan peyi yo. Kan menm, sa pa wete dwa Ayisyen sou 7 kilomèt kote dlo a pase ann Ayiti a.

Epi mouvman KPK a pran lari ann Ayiti e nan dyaspora a tou

La tou, Ayisyen fin wè mò. Sanzatann, youn mouvman gentan gaye toupatou, ki rele **KPK** (*Kannal la p ap kanpe !*). Se tout relijyon ki ladan l, an kòmansan pa mounn ki nan Vodou yo, ki gentan lage nan fè seremoni. Okontrè, gen aksidan tren ki fèt an Repiblik dominikèn kote mounn mouri. Gen avyon ki tonbe ak plizyè pasaje ki pèdi lavi yo. Dominikèn di se madichon mounn Vodou Ayiti yo ki lakòz sa.

Lè m te jenn gason mwen pa t wè Pwotestan rantrè nan kesyon

politik konsa. Men kounnye a se bliye sa. Mesye pastè Pwotestan yo kouri apiye mouvman an, san gad dèyè. Pa egzanp, nou wè pas tèt Gregory Toussaint, nan Miyami, ki gen gwo legliz Tabernacle of Glory (Tabènak Laglwa) gentan desann Wanament al vizite chantye kannal la, al pote sipò bay mounn k ap travay yo. Se menm pastè sa a ki, gen mouvman *Shekinah fnt*, e ki fè pati legliz la, ki te mobilize milye de pwotestan ak z anmi yo, nan dat 9 jiyè ki sot pase a, atravè plizyè peyi ak youn mouvman ki te gen kòm slogan : « *Fòk Ayiti pran youn souf !* » Pastè a pa sèlman vizite, men li debouse lajan tou pou travay la epi l di legliz li a ap kontinye sipòte. Anpil lòt pastè ann Ayiti rantrè nan won.

Prèt katolik ann Ayiti mete ansanm ak prèt dominikèn parèy yo pou mete kominike deyò kote yo di se youn abi sa prezidan Abinader fè a. Epi yo di yo kanpe ak mounn yo k ap defann dwa yo.

Antretan, aletranje, se gwoup bò isit, gwoup bò lòt bò ki rantrè nan mouvman **KPK** a. Kanta pou atis yo, gwoup chantè yo, ki gen anpil fanatik, prèske tout rantrè nan won. Nou te sezi wè Wyclef Jean, jouk ann Afrik, nan youn konsè, kote l t ap repete : « *KPK, Kannal la pa p kanpe !* » Kilès ki ta di sa. Men prezidan dominikèn an fè dekwa pou Ayisyen vin fè tèt ansanm pou ka gen chanjman nan peyi nou. N ap tounen sou sa pi devan.

Nou te di sa : Desizyon prezidan an se youn kouto 2 bò

Mwen p ap di mwen se youn pwofèt, men nou te met youn pawòl deyò osito ke Prezidan Abinader te pase lòd fèmen fwontyè epi koupe tout kontak an 2 peyi yo. Nou te di : « *Desizyon sa a se youn kouto 2 bò* ». Gen mounn ki di kouto 2 tranchan osnon kouto fanmasi. Se menm lide a. Se pa Ayisyen ase k ap blese, men Dominikèn tou. Ban m di nou pou ki rezon. Apre Eta zini, se Ayiti ki lòt pi gwo patnè Repiblik Dominikèn nan kesyon konmès. Okontrè, se Dominikèn yo ki benefisyè bab ak moustach nan kesyon sa a. Se pa mwen ki di, m ap ban nou chif ofisyèl Sant pou Envestisman ak Ekspòtasyon Repiblik Dominikèn bay pou jan sa te ye ant 2 peyi yo nan lane 2022. Rapò a di se youn milya 2 san milyon dola Dominikèn te ekspòte voye ann Ayiti, epi se pou l 1 milya ase yo te enpòte sot ann Ayiti. Jis pou nou konpare, ou bezwen mil milyon dola pou fè youn milya.

Enben, chak jou fwontyè fè men, konmès pa ka fèt, Dominikèn pèdi 3 milyon dola chak jou. Youn gwo wounou wounou te kòmnanse anba anba, jouk sa pete pran lari. Nan lendi, ki te 2 oktòb la, ti kòmèsan dominikèn, ki nan pwodiksyon ze, te fè youn mani-

festasyon nan ti vil ki rele *Moca* a, nan ri *Ramón Cáceres*, devan gwo moniman ki bati pou onore travayè latè yo. Yo te debake ak 2 mil bwat ze ke yo t ap distribye bay mounn pou yo pa pouri. Epi yo akize gouvènman an k ap maltrete yo, fè yo pèdi youn bann kòb ak kesyon fwontyè ki fèmen an. Yo di gouvènman pa fè an yen pou dedonmaje yo jan yo fè pou gwo zouzounn yo ki fè pi gwo pèt toujou.

Gade kijan diktatè a ap fè bak

Antouka, jwèt make san, epi men prezidan k ap fè bak sou sa l te di a: Nanpwen okenn chanjman nan desizyon li fi pran yo, toutotan Ayisyen pa sispann travay sou kannal la. Enben, mèkredi semèn pase, nan dat 11 oktòb, prezidan Abinader mande pou louvri fwontyè— a demi—, pou penmèt komèsan dominikèn vann sa yo gen pou vann. Asireman, li pa t ap atann ni a kalòt li pran nan men Ayisyen sou bò pa yo a, sitou nan zòn fwontyè kote ki gen pi gwo mache a, nan Wanament, anfas vil dominikèn *Dajabon* nan. Ayisyen di pa gen fwontyè k ap louvri bò pa yo. Epi men prezidan Abinader ki tou bèkèkè!

Sa pa fin mal nèt pou li, paske nan zòn *Jimani* ak *Pedernales*, mounn yo penmèt fwontyè louvri pou konmès fèt, menm si se pa tankou lontan. Sè ke Ayisyen sa yo pa ka kenbe twò lontan, paske yo depann anpil de pwodui ki soti an Repiblik dominikèn. Men kanta pou Wanament, kote ki gen pi gwo mache a, kote se pa milyon yo pale, fwontyè ret fè men jouk nan moman m ap ekri a, nan dimanch.

Epi mouvman **KPK** a ap kontinye. Okontrè, li vin pran youn lòt gwo boustè lè gwo òganizasyon ki rele *ADIH* a (*Association des Industries d'Haïti*) mete youn kominike deyò pou anonse desizyon yo pran pou met Ayiti kanpe sou 2 pye militè l nan kesyon de pwodiksyon nasyonal. M ap ban nou kominike *ADIH* a jan l parèt an franse a, vandredi pase, nan dat 13 oktòb, Menni :

« *L'Association des Industries d'Haïti (ADIH) salue et exprime sa solidarité envers toutes les concitoyennes et tous les concitoyens qui exhortent le gouvernement haïtien à garder fermées les frontières avec la République Dominicaine.*

« *Les cris de cœur déterminés de nos compatriotes, réclamant cette décision sont entendus et appréciés.*

« *L'ADIH est convaincue que la République d'Haïti, comme tout autre pays, a le droit et l'obligation de privilégier l'utilisation de ses propres ressources au bénéfice de sa population.*

« *Notre nation qui, au cours des dernières décennies, a enduré tant de souffrances, survit encore, malgré tout.*

« *Bien que cette décision puisse être contraignante pour beaucoup, il est préférable de surmonter ces difficultés que de dépendre de la République Dominicaine, qui, elle-même, ne défend que ses intérêts.*

« *De concert avec d'autres associations patronales du pays, un plan d'action est déjà en préparation avec les instances gouvernementales concernées en réponse à la fermeture unilatérale des frontières.*

« *Saisissons cette prise de conscience pour reprendre notre plein potentiel d'autosuffisance.*

« *Investissons chez Nous !*

« *Ayiti p ap peri !*

« *Lakay se lakay !*

« *Pétion-Ville, le 13 Octobre 20123*

« *Le Conseil d'Administration, 7 rue Franck Cardozo, Villa Nelly, Apt. 805, Pétion-Ville, Haïti, Tel.: (509) 2946-1211/3776-1211; E-mail: ».*

Jan nou wè l la, ADIH pa nan voye wòch kache men. Li di tout bagay byen klè !

Se kòm si nou tande gouvènman ta voye André Michel, ansyen « *avoka pèp la* », al pale sou lè kote ak otorité Repiblik Dominikèn, pou menm mande eskiz nan kesyon fèmen fwontyè bò lakay la. Kòm si yo ta lage tout chay la sou do gad BSAP yo, Brigad militè k ap pwoteje ti rès forè nou gen ann Ayiti yo, ki kanpe byen fèm ak sitwayen nan Wanament sou kesyon **KPK** a avèk fwontyè bò lakay la ki p ap louvri a. Kòm si gouvènman an pral regle sa. San dout kèk gwo kòb ki bay anba tab !

Antouka, mwen pa ba yo bouch, men kòm mwen deja bay egzanp ke m toujou wè pi lwen pase yo, m ap di yo sa m wè pou yo, Antwàn nan Gonmye pa wè l.

**TiRenm/
Grenn Pwonmennen
raljo31@yahoo.com**

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Frantz
Photo & Video Studio
PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 Broadway Ave. (Hill Union & Palisades)
FRANTZSTUDIO.COM



Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

HAPPENINGS!

Continued from page 1

Haitian Industries), in support of the citizens who want to keep the border closed between Haiti and the Dominican Republic, is the latest action, among others, that retains our attention. For, in conclusion, it states: *“In concert with other business associations in the country, a plan of action is already being prepared together with concerned government institutions, in response to the unilateral closing of the border.”*

Although details of the plan are not given, the contours thereof are indicated in the following paragraph: *“Let us seize upon this awakening of consciousness to exercise our full potential for self-reliance. Let us invest at home. Haiti won't perish. It's home to us all!”*

The background for the ADIH's statement

This has to do with the dictatorial decision of Dominican President Luis Abinader, who chose September 15, “International Democracy Day,” as declared by the United Nations since 2007, to unilaterally order the closing of the border between his country and Haiti, the two nations sharing sovereignty over the Caribbean-island of Haiti, referred to as Hispaniola by the Dominicans. Moreover, he prohibited flights and maritime traffic between the two countries, moved troops to the border and denied visas to Haitians.

He vowed that there would be no change in his decision until a group of Haitians stop working on a canal intended to access water from the Massacre River in the northeastern region of the country, where Ouanaminthe is the major Haitian city, across from Dajabon in the Dominican Republic, which also calls the river Dajabon. Unconsciously, I hope, the action of the Dominican president occurred on the eve of the massacre of Haitians in that region, on October 2-4, 1937, on orders of that other Dominican dictator, Rafael Leonidas Trujillo y Molina. In fact, the river's name, which was almost forgotten from the time when some French pirates called buccaneers, were slain there by Spaniards during

colonial era, regained its name when between 20,000 and 30,000 Haitians, including women and children, were massacred there in 1937.

Enough of the sadly tragic reminder. Let's concentrate on the present. President Abinader's demand for immediate suspension of work on the canal reminds one of the suspension that he had imposed in 2021, when President Jovenel Moïse tried to implement a project that his predecessor, Michel Joseph Martelly, had envisaged. As is known, Moïse was assassinated in the bedroom of his highly secured home in the wee hours of July 7, 2021. Now, it's being said that the Dominican president probably was implicated in that assassination, especially when it's known that some former Colombian soldiers hired for the job had reached Haiti via the Dominican Republic.

Resumption of work on the canal and the emerging KPK movement

Since then, work hadn't resumed under the de facto Prime Minister Ariel Henry, the neurosurgeon now turned supreme leader of Haiti, thanks to the CORE Group of Western ambassadors in Port-au-Prince who named him to the Prime Minister post, in a tweet, on July 20, 2021. With no president's around, he also assumes presidential responsibilities. When Dr. Henry paid no attention to repeated requests from the citizens of the Northeast to resume work on the canal, especially at a time of severe drought affecting the vast Maribaroux plain, a breadbasket for the region, the citizens, including the mayor of Ouanaminthe, with security provided by members of the Brigade to Protect what remains of Haiti's depleted forests, known by its French acronym BSAP, have undertaken the task of constructing the canal.

The project is unanimously acclaimed by Haitians, both in Haiti and in the diaspora. Even the Prime Minister reluctantly embraced it during his brief stay in New York, last month, at the General Assembly of the United Nations. And last Thursday, October 12, Léon Charles, Haiti's ambassador to the

Washington-based

Organization of American States (OAS) forcefully asserted Haiti's rights to water from the Massacre River, which is spelled out in a 1929 treaty. He said work on the canal won't stop, although Haiti would be open to dialogue.

Obviously, the ultimatum of President Abinader concerning work on the canal didn't shake Haitians one bit. Instead, it gave rise to a slogan that has become a rallying cry for Haitians everywhere. In Creole it's **KPK (Kannal la Pap Kanpe)**. There's no stopping work on the canal. All sectors have embraced the idea, whether in Haiti or abroad in the Haitian diaspora. That slogan has led to a solidarity movement among Haitians and hyphenated Haitians which recalls the solidarity among our ancestors that led to their victory against the French enslavers in the final battle of Vertières, on November 18, 1803, and independence was declared on January 1, 1804. Thus, was born the first Black Republic in the world, the second independent nation in the Western Hemisphere, second only to the United States of America.

By the way, the new American nation benefitted greatly from the defeat of the French in Haiti, who were forced to sell the Louisiana Territory to the new American nation for only \$15 million, less than three cents an acre. That expanse of land, west of the Mississippi River to the Rocky Mountains, and south from the Gulf of Mexico to the northern border with Canada, encompasses 15 states today.

More than Haitians, Dominicans suffer from their president's decision

Back to President Abinader. Now he faces opposition at home for his dictatorial decision to close the border. Since the closing, it's reported that, daily, Dominican businesspeople lose some \$3 million. Thus, swallowing his pride, on October 11, Mr. Abinader ordered the border opened to allow commercial transactions for his countrymen, while keeping in place all other restrictions negatively affecting Hai-

tians. But on the Haitian side, the border remains shut. Apparently, there's talk privately between the Dominican authorities and their Haitian counterparts to also open the border on the Haiti side. But the Haitian authorities are finding much resistance from the citizens.

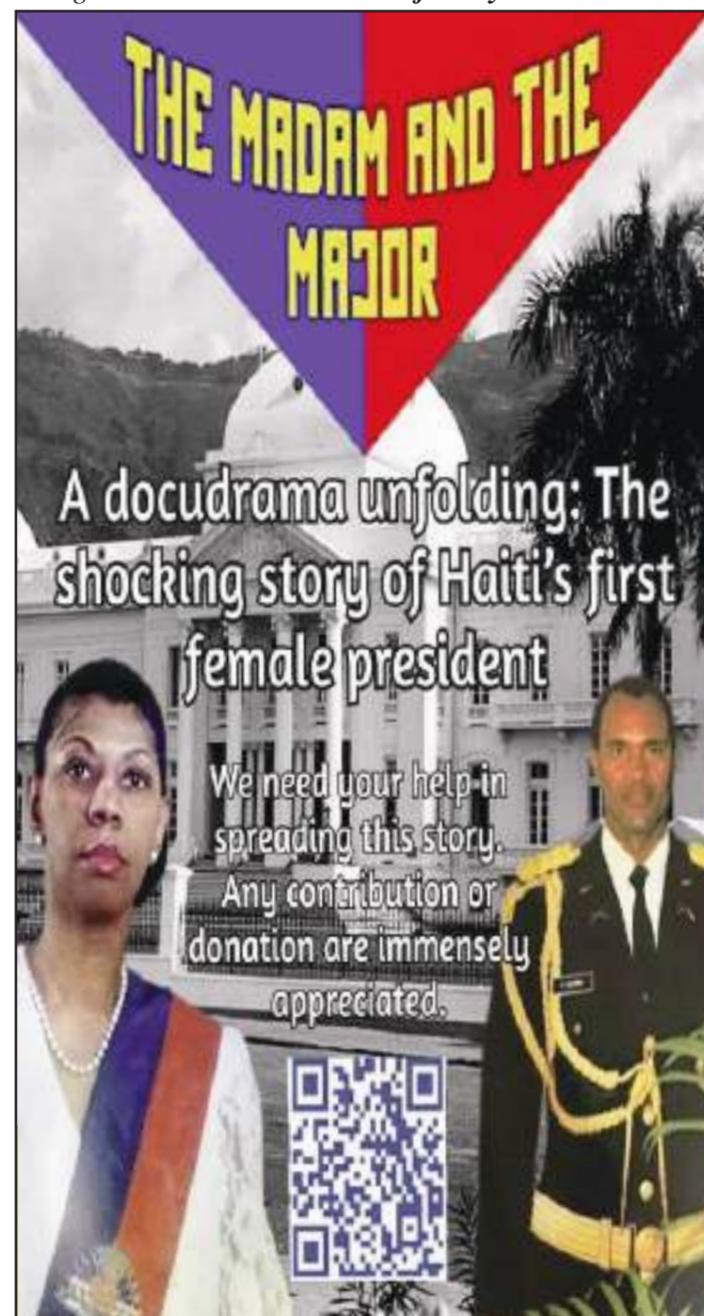
Interestingly, the Dominican Republic will have much more to lose when Haiti, using its manpower and brainpower, including those in its far-flung diaspora, becomes self-sufficient. Imagine that the Dominican Center for Investment and Exports reported that, in 2022, Dominican exports to Haiti amounted to “\$1.02 billion,” whereas imports from Haiti that year were a measly \$11 million.

In fact, we've reported in a previous Creole column the words of a Hector Diaz, said to be a Dominican legislator, speaking in Spanish in a video seen on the internet. He calls on his compatriots to “drop the hypocrisy concerning Haitians.” And he explains: *“The sugar cane, the Dominicans won't cut it. We need the Haitians to do it. The same for our agriculture which will dis-*

appear without the Haitian workers. And our building industry also. . . . You go to a building site in construction, you'll find 3 Dominicans as chiefs [overseers] and 75 Haitians doing the work. . . . Haiti, that poor country, next door, is a blessing. We, Dominicans, should exploit it to enrich our country. . . . Doesn't a powerful nation like the United States do the same with all countries that it can? That's business. We can't be foolish. Yes, that's business.”

Well, most Haitians think that it's time for Haiti to benefit from the business that has helped the Dominican Republic and other countries who depend on Haitian muscles and the brain to make Haiti self-sufficient. In that light, the **ADIH** statement is a booster for those who believe that Haiti can become so productive that it will regain its original nickname of *“Pearl of the Antilles,”* discarding forever the nickname of *“The Poorest Nation in the Western Hemisphere”* and one of the poorest in the world.

RAJ
raljo31@yahoo.com



NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Des conflits ici et là dans le monde retiennent l'attention

De tous les conflits, ces jours-ci, dans le monde, celui qui a déclenché la guerre entre l'État hébreu et son voisin de la Palestine domine l'actualité, éclipsant même la guerre déclenchée par la Russie, depuis le 24 février 2022, contre son plus faible voisin, l'Ukraine. Et voilà « *l'exercice militaire de 24 à 48 heures* » que pensait Vladimir Poutine, le président russe, est à son vingtième mois, sans répit.

Au contraire, hier, mardi 17 octobre, le président Volodymyr Zelensky, remerciant son



Le président américain Joe Biden, en pèlerinage en Israël.

homologue américain Joe Biden, a annoncé, que des missiles de longue portée, fournies par les États-Unis, ont été utilisées, avec grand succès, contre des bases russes. C'est alors qu'on apprend qu'il s'agit du système tactique de missiles type ATACMS, et que tout c'était fait sous le sceau du plus grand secret. Est-ce dire qu'avec de nouvelles armes offensives à la disposition des Ukrainiens, la guerre prendra une autre allure ?

Entre-temps, c'est la guerre entre Israël et le groupe palestinien Hamas, qui retient l'attention. En effet, le samedi 7 octobre, pendant que les Israéliens célébraient la fête dite *Simchat Torah*, le groupe Hamas, basé à Gaza, lança une attaque surprise contre Israël, rappelant ce qui était arrivé, il y a 50 ans et un jour, quand des forces égyptiennes et syriennes avaient orchestré une invasion d'Israël, aussi un samedi, tandis que les Juifs fêtaient le Yom Kippour.

Suite à des bombardements ciblés, à longue distance, des soldats de Hamas, ont envahi Israël, du côté sud, aux environs de Tel Aviv. Bilan : Plus

de 400 personnes tuées, ce jour-là, y compris femmes et enfants, quelque 2 300 blessés et plus d'une centaine d'otages. Mais au 16 octobre, on a répertorié les pertes des deux côtés, soit 4 000 victimes : 1 400 Israéliens tués et au moins 199 pris en otages, y compris femmes et enfants, avec lesquels les envahisseurs se sont enfuis. Du côté palestinien, le ministère de la Santé de Gaza rapporte 2 750 personnes tuées et 9 700 blessés. Et le nombre des otages est passé quelque 250.

La situation ne fait qu'empirer. Aux nouvelles d'hier soir (mardi 17 octobre), la chaîne de télévision ABC, avec David Muir, il a été annoncé qu'un hôpital, à Gaza, pris pour cible, a été détruit complètement, causant 500 morts. Les autorités israéliennes ont vite rejeté la responsabilité.

Il fallait s'attendre à la riposte des Israéliens qui, depuis l'attaque de Hamas avaient entrepris des bombardements sans relâche de Gaza, en sus d'un isolement inhumain de ce territoire, désormais privé d'eau, d'électricité et d'autres nécessités. En tout dernier lieu, il est question d'une invasion de Gaza par les forces armées d'Israël.

On s'interroge quant aux



Le Premier ministre d'Israël Benjamin Netanyahu.

motifs de ces conflits meurtriers. Depuis plusieurs mois, se déroulaient des pourparlers entre Israël et l'Arabie saoudite, pourparlers encouragés par le gouvernement américain, qui s'ingénie à atténuer la haine existante entre les pays arabes et l'État hébreu. On parlait déjà de progrès réalisés, que d'ici la première moitié de l'année prochaine, on parviendra à ouvrir des relations diplomatiques entre Israël et l'Ara-

bie saoudite, un premier pas vers la normalisation des relations entre les États du monde arabe, au Moyen Orient avec lesquels les États-Unis entretiennent des relations, ainsi qu'avec Israël, un allié sûr de l'Oncle Sam.

Hamas, qui ne fait pas l'unanimité parmi les Palestiniens, visait à brouiller les cartes, croyant qu'un rapprochement des États arabes avec Israël serait funeste pour la cause palestinienne. Si l'État d'Israël, sous la gouvernance du Premier ministre Benjamin Netanyahu, avec ses extrémistes de droite, se livre à une guerre tous azimuts, en réponse à l'attaque de Hamas, la guerre pourrait changer en une conflagration généralisée, dont l'issue sera funeste de part et d'autre.

Puisque l'État moderne d'Israël, instauré depuis 1948, suite à des discussions au sein des Nations Unies, ayant été vite reconnu, entre autres, par les États-Unis et la Russie, il faut, de toute urgence, entamer des discussions au sein de l'organisation mondiale, au Conseil de sécurité, pour permettre à la diplomatie de triompher de l'extrémisme, surtout qu'il s'agit de guerre entre cousins, voire même des frères ennemis.

En toute dernière heure, on apprend que le président américain Joe Biden sera en Israël aujourd'hui, mercredi 18 octobre. C'est le secrétaire d'État Antony Blinken qui, de Tel Aviv étant, a fait l'annonce. En effet, hier soir, on voyait, à la télévision, M. Biden, qui montait les escaliers d'Air-Force 1 l'avion officiel du chef d'État, en instance de départ. C'est dire que le gouvernement américain s'inquiète, quant à la situation qui pourrait dégénérer davantage. Il est dit que, vu la situation humanitaire qui s'aggrave à Gaza, les États-Unis et Israël se sont entendus sur un plan permettant que soit livrée l'aide humanitaire de certains pays à Gaza. Il est même question de « *créer des endroits pour des civils qui seront évacués* ».

***Quid du conflit déclenché par le président dominicain entre son pays et Haïti ?**

Avant tout, nous vous suggé-

rons de lire les éditoriaux, en français et en anglais, (pages 10 et 11), ainsi que la colonne en anglais, *HAPPENINGS*, en page de garde et *GRENN PWONMENNEN*, en créole, page 6, pour se faire une idée de l'humiliation endurée par le président dominicain Luis Abinader qui, agissant en dictateur, avait déclaré la fermeture de la frontière entre son pays et Haïti, le 15 septembre dernier, jurant que rien ne changerait jusqu'à la suspension des travaux, qui ont été repris par les Haïtiens pour visant à ache-



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

ver le canal, pour avoir accès à l'eau de la Rivière Massacre pour l'arrosage des plantations de la plaine Maribahoux, dans le Nord-Est du pays.

Faisant face à un mouvement de rébellion sournois



Le congressiste Jim Jordan, en piste pour devenir président du Congrès.

contre sa décision, de la part de ses concitoyens, surtout des commerçants et des gens du monde des affaires subissant des pertes de l'ordre de USD 3 millions \$ par jour, il s'est dédit, puis a annoncé, le 11 octobre, que la frontière est ouverte, surtout pour permettre aux Dominicains d'écouler leurs marchandises, tout en maintenant d'autres dispositions à l'encontre des Haïtiens.

Tel que rapporté dans les articles sus mentionnés, du côté haïtien, on a maintenu la fermeture de la frontière.

Et voici, l'apprenti dictateur qui change d'attitude. Selon la journaliste Sandra Guzmán, dans un article publié, en espagnol, le lundi 16 octobre, par le journal *Diario Libre*, qui se montre très sage vis-à-vis des Haïtiens. « *S'ils veulent acheter, nous y sommes. S'ils disent non, c'est leur décision* », dit-il, concernant le boycott des produits dominicains par la fermeture de la frontière du côté haïtien.

Sans doute le président dominicain a pris connaissance aussi de la déclaration de l'organisation *Association des Industries d'Haïti* (ADIH), savoir qu'un plan visant à libérer Haïti de la dominance dominicaine, quant aux importations du pays voisin. Il ressort que la crise qu'avait déclenchée le président Abinader se retourne contre lui. Car, le voilà déclarant, lundi dernier, lors d'un point de presse, que son gouvernement « *recherche activement d'autres partenaires en vue de la commercialisation des produits que l'on consommait en Haïti* ».

Et notre personnage mythique *Ti Tonton*, s'exprimant en créole, de dire : « *Pita pi red, pi tris tou !* » (Il faut s'attendre au pire. Ce sera bien triste ! »)

***Au Congrès américain, c'est l'impasse, sans chef depuis deux semaines**

Le député (Congressman) Jim Jordan, qui croyait avoir les votes pour se faire élire « *Speaker* » du Congrès, tel qu'on désigne le personnage chargé de diriger la Chambre basse, au Congrès américain, n'a pas réussi le coup, hier mardi 17 octobre, manquant 17 voix pour avoir une majorité. Bien que les républicains soient en majorité à la Chambre basse, une vingtaine d'entre eux ont voté contre le député de l'état d'Ohio, un conservateur proche de l'ex-président Donald Trump.

Comme c'était le premier ballotage, il dit qu'il compte revenir à la charge aujourd'hui, mercredi, pour un deuxième

Suite en page 9

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Des conflits ici et là dans le monde retiennent l'attention

Suite de la page 8

me tour, et peut être davantage. D'ailleurs, neuf mois plus tôt, il a fallu 15 tours à Kevin McCarthy, député de la Californie, qui vient d'être évincé du poste, pour se faire élire. Il lui a fallu accepter des compromis pour réussir, y compris qu'il pouvait être démis à la requête d'un député quelconque qui aurait une dent contre lui et qui pourrait se faire des alliés. En effet, c'est le député Matt Gaetz, d'un district de la Floride, qui a réussi le coup contre McCarthy, voilà 14 jours plus tôt. Et depuis, les républicains, au prime abord, sont dans la tourmente, et tout le pays en subit les contrecoups, car aucune loi ne peut être votée.

*Et Donald Trump s'est fait museler

Le lundi, 16 octobre, la juge Tanya Chutkan, chargée du dossier des documents secrets que l'ex-président Donald Trump avait emportés de la Maison-Blanche, en janvier 2021, à la fin de son mandat, a décidé que ce monsieur, qui se croit au-dessus de la loi, est interdit de salir la réputation des serviteurs publics chargés de faire la lumière sur ses actions.

Ainsi, elle défend à l'ex-président de faire des commentaires concernant les personnes chargées par la Justice de le poursuivre et de faire le jour sur ses actions. Elle stipule : « *Cela n'a rien à voir avec moi, si j'aime ou pas la façon de parler de M. Trump. Il s'agit du langage qui représente un danger pour l'administration de la justice* ».

Comme on le sait, bien souvent Trump attaque verbalement certains officiels, comme il l'a fait dans le cas du conseiller spécial Jack Smith, et même contre la juge, ainsi que leurs subalternes. Toutefois, il reste sa liberté de dire ce qu'il veut d'autres personnes, même à l'encontre du président américain contre qui il est en campagne. Mais, il est muselé en ce qui concerne ceux-là chargés par la Justice d'entreprendre des enquêtes et de statuer sur son cas. Il est sous surveillance.

*Hier 17 octobre, ramenait le 217e anniversaire de l'assassinat, au Pont Rouge, à Port-au-Prince, du père de la nation haïtienne : Jean-Jacques Dessalines. Cette

année, plus qu'aux années antérieures, de plusieurs sources, il y a eu des hommages émouvants à la mémoire de l'Empereur Jacques 1er. Comme toujours,

l'ex-consul Lesly Con dé a emporté la palme. Nos respects à cet ami qui nous rappelle toujours de ce que nos ancêtres ont réussi, surtout en ces moments de détresse

auxquels fait face la patrie commune que nous a léguée les aïeux !

Pierre Quiroule II
raljo31@yahoo.com



ÉDITORIAL



Le canal sur la Rivière Massacre : Le leadership politique se trouve à Ouanaminthe !

ici, à *Haiti-Observateur*, nous n'avons jamais cessé d'exhorter le peuple haïtien à éjecter Ariel Henry de la primature, car ad ministrativement incompétent et politiquement nul. Alors qu'il lui a été enfoncé dans la gorge par le CORE Group, sous la dictée du Département d'État, cet appel prend l'allure, à la fois d'un cri de guerre et de cœur. La crise déclenchée entre Haïti et la République dominicaine, née à Ouanaminthe, au tour de la reprise de la construction de la Rivière Massacre, donne lieu à une indépendance de facto du département du Nord-Est, par rapport au gouvernement central, qui siège à Port-au-Prince, dans le département de l'Ouest. Puis que, du côté haïtien, la gestion de cette manifestation d'hostilité du président dominicain, Luis Abinader, est assurée par les dirigeants de cette ville.

En effet, après que, suite à l'assassinat du président de facto Jovenel Moïse, le Premier ministre de fait, Ariel Henry, eut pris la décision d'arrêter la construction du canal sur la Rivière du Massacre, les dirigeants de Ouanaminthe, en réponse au cri de désespoir des agriculteurs engagés dans l'exploitation de la vaste plaine de Maribahoux, ayant grand besoin d'arroser leurs plantations, ont pris la décision de reprendre ces travaux, en dépit de l'indifférence affichée par le chef du gouvernement de facto et son équipe, ignorant la nécessité de financement de l'ouvrage. Face à ce besoin incontournable des paysans de cette région, les dirigeants locaux ont assumé le leadership nécessaire pour bien servir leurs concitoyens, en réponse à l'insouciance du gouvernement central.

Les travaux de l'ouvrage lancés et les différentes spécialités à pied d'œuvre, les citoyens accourent de partout, à travers le pays, toutes catégories sociales confondues arrivent à Ouanaminthe apportant généreusement leurs contributions. Artistes, sportifs, professionnels, personnalités religieuses et hommes d'affaires, ainsi que d'autres catégories de citoyens du pays, et d'autres évoluant en diaspora, apportent leurs contributions. La construction ayant le vent en poupe, les citoyens de Ouanaminthe ont eu l'avantage de faire montre de leur initiative en lançant un autre slogan : « *Kannal la pa p kanpe* » (KPK) (La construction du canal ne s'arrêtera pas), dont les échos résonnent dans les réseaux sociaux et les émissions de radio et de télévision haïtiennes, en sus de servir de citation dans des articles et textes d'éditorial, dans les journaux haïtiens, voire même étrangers.

Pourtant, côté dominicain, le chef d'État de ce pays prend charge du scandale qu'il a déclenché, bien qu'il n'ait cessé de multiplier les faux-pas. D'un jour à l'autre, on ne sait qu'elle sera sa prochaine initiative. Quant à Ariel Henry, il ne fait que réagir, dans le mau-

vais sens, aux initiatives du président Abinader. Les seules et uniques déclarations sur l'affaire du canal, qui lui ont permis de récolter quelques fleurs fanées, sont les propos qu'il a tenus dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies, dans le cadre de sa 78^e version.

Si la crise du canal de la Rivière Massacre offre plusieurs avantages au peuple haïtien, le plus précieux s'exprime par la nullité politique que constitue celui à qui est attribué le rôle de Premier ministre, sans une once de leadership. Depuis qu'a éclaté la crise entre les deux pays se partageant la souveraineté de l'île, autour du canal sur la Rivière Massacre, les décisions dignes d'homme d'État viennent de Ouanaminthe. La toute dernière en date, venue encore la semaine dernière, est bien celle-ci : « *La frontière de Ouanaminthe restera fermée jusqu'à nouvel ordre* ». Elle a été donnée en guise de réplique au chef d'État dominicain déclarant ouvertes les bornes de la République dominicaine avec Haïti, après les avoir fermées unilatéralement, trois semaines plus tôt.

La première décision non gouvernementale relative au canal, qui fait preuve de leadership, est celle de l'Association des industries d'Haïti (ADIH) présentée dans un communiqué de presse diffusé en date du 13 octobre.

Dans le document, cette organisation salue « *cet appel venant des cœurs de ces compatriotes qui se battent pour cette cause* ».

Tandis que les autorités gouvernementales « *édentées* » montrent une attitude révérencieuse, à l'égard de leurs homologues dominicains, notamment du président du pays voisin, dans la gestion de cette crise, les chefs d'entreprise de l'ADIH parlent comme s'ils sont prêts à prendre le taureau par les cornes. Aussi précisent-ils dans leur document : « *En collaboration avec d'autres Associations patronales, un plan d'action est en cours d'élaboration, de concert avec des instances concernées au niveau du gouvernement, en vue d'apporter une réponse appropriée à la fermeture unilatérale des frontières par la République Dominicaine* ».

Une autre proclamation allant dans le même sens est venue du département du Sud-Est. Harry Brono, maire d'Anse-à-Pitres, a déclaré, à la suite de l'annonce faite par Luis Abinader ou vrant les frontières dominicaines, que Anse-à-Pitres, point frontalier face à Pédernales (République dominicaine), restera fermé. Il précise que des dispositions ont été prises afin d'empêcher l'entrée de produits dominicains sur le territoire haïtien.

Bien que, dans notre éditorial du 27 septembre 2023, nous ayons conseillé à l'équipe Henry de prendre totalement charge de la construction du canal, en commençant par le rétablissement du

financement, que le chef du gouvernement avait arrêté, aucune nouvelle stratégie n'a été prise en ce sens. Les trois départements ministériels concernés dans un tel projet, ceux des Finances, Travaux publics et Ressources naturelles/Environnement, n'y ont rien à voir. Aucun doute donc, l'exécution de cet ouvrage n'a pas été mise en discussion au Conseil des ministres. Car, dans ce dossier, Ariel Henry et son équipe s'évertuent à rester des abonnés absents. À remarquer, bien que Haïti soit la victime, c'est plutôt le président Abinader qui a porté plainte à l'Organisation des États américains.

Dans ce cas particulier, lors de la dernière séance de l'OEA sur la crise haïtiano-dominicaine, le 12 octobre, il a été donné d'identifier Léon Charles, représentant permanent d'Haïti, comme un suiveur et non un initiateur. L'expression fétiche relevée de son discours est « *Kanal la pa p kanpe* », le slogan créé à l'initiative des patriotes de Ouanaminthe, encore pour signifier au président Abinader que les travaux de la construction du canal sur la Rivière Massacre sont irréversibles.

Le rôle d'absent que s'attribue le gouvernement haïtien, dans le conflit du canal, s'affiche avec éloquence dans le communiqué de l'ADIH, le seul document, bien que non officiel, annonçant des mesures de redressement de la situation de dépendance désavantageuse du marché haïtien par rapport à celui du pays voisin.

« *En collaboration avec d'autres Associations patronales, un plan d'action est en cours d'élaboration, de concert avec des instances concernées au niveau du gouvernement, en vue d'apporter une réponse appropriée à la fermeture unilatérale des frontières par la République Dominicaine* ».

En effet, dans la note de presse du 13 octobre, l'ADIH annonce des mesures, « *En collaboration avec d'autres Associations patronales (...) en cours d'élaboration* », précisant, plus loin, « *de concert avec des instances concernées au niveau du gouvernement* », dans le but de donner « *une réponse appropriée aux autorités dominicaines, suite à la fermeture unilatérale des frontières* ».

Bien que ces déclarations rassurent, quant à la responsabilité citoyenne de certaines couches de nos citoyens, en même temps elles interpellent sur l'urgence de mettre fin à l'imposture que constitue la présence d'Ariel Henry à la primature. Surtout qu'il est opportun de saisir l'occasion de cette crise pour mettre un terme définitif aux conditions qui favorisent le commerce dominicain au détriment d'Haïti.

Nous savons que les activités commerciales entre les deux pays font perdre plus de USD 500 millions \$/an au Trésor public haïtien, une situation rendue possible par la corruption,

détournant le programme de subventions de l'État au profit d'hommes d'affaires dévoyés d'Haïti. C'est sans doute l'état de fait auquel se réfère la note de presse de l'ADIH.

En attendant de déterminer les termes révisés des échanges commerciaux entre les deux pays, il faut d'abord éliminer les tarifs hors taxes dont bénéficient les produits dominicains. Des hommes d'affaires, surtout évoluant dans le domaine de l'importation de produits alimentaires, font passer leurs produits sans verser de droits de douane. De concert avec des dirigeants politiques, y compris d'anciens parlementaires, également engagés dans le commerce de produits alimentaires et de matériaux de construction. En partenariat avec les hommes du pouvoir, les sommes qui devaient aller, sous forme d'impôts au fisc, sont versées comme ristournes à ces derniers. Cette longue pratique, en place depuis plus d'une dizaine d'années, a la tête dure, ayant fait des millionnaires au sein de l'administration publique. Alors, on comprend pourquoi la majorité des hauts fonctionnaires, tous niveaux confondus, évitent de faire état de leur patrimoine, à la fin de leur mission.

Revenons directement à Ariel Henry. Nous n'avons jamais cessé de répéter que le Premier ministre de facto choisi par le CORE Groupe est un désastre à tous les points de vue. Mais ses patrons internationaux insistent à faire la sourde oreille. Dans la crise du canal sur la Rivière Massacre, M. Henry s'est révélé, avec éloquence, dans toutes ses dimensions de crétinisme et de nullité, en sus de bassesse, face aux Dominicains. Le peuple haïtien n'aurait jamais choisi un tel spécimen pour diriger ses destinées. Ceux qui l'ont élevé à cette fonction et tiennent à l'y maintenir, malgré ses failles avérées, défendent manifestement des intérêts autres que ceux des Haïtiens. Mais qui a donné à ces étrangers le droit de choisir à la place du peuple haïtien ?

En tout cas, au moment où il devient impératif de faire montre de leadership, dans cette crise internationale, le Dr Henry se dérobe, laissant aux autorités de Ouanaminthe la charge d'assumer l'autorité de traiter, avec compétence, le dossier du canal, face au président dominicain.

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N.Y.
11435-6237 Tel: (718) 812-2820

**SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

<p>HAÏTI</p> <p>Haiti-Observateur 481, Boulevard Jules Stéphen, 801 rue Giguère 101, Rue de la République, Haïti 101, Rue de la République, Haïti 101, Rue de la République, Haïti 101, Rue de la République, Haïti</p> <p>CANADA</p> <p>Haiti-Observateur 481, Boulevard Jules Stéphen, 801 rue Giguère 101, Rue de la République, Haïti 101, Rue de la République, Haïti 101, Rue de la République, Haïti</p> <p>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</p> <p>Un service spécial est assuré à partir de Paris, en France, pour les abonnés de l'étranger. Contacter l'éditeur pour plus de détails.</p> <p>93310 rue de la République, France Tel: (33) 1 42 42 28 10</p>	<p>ÉTAT-UNIS</p> <p>1 an (12 numéros) \$ 15,00 6 mois (6 numéros) \$ 8,00 3 mois (3 numéros) \$ 4,50</p> <p>AFRIQUE ET ASIE</p> <p>1 an (12 numéros) \$ 20,00 6 mois (6 numéros) \$ 11,00 3 mois (3 numéros) \$ 6,00</p> <p>CARAIÈRE ET AMÉRIQUE LATINE</p> <p>1 an (12 numéros) \$ 18,00 6 mois (6 numéros) \$ 10,00 3 mois (3 numéros) \$ 5,50</p> <p>EUROPE</p> <p>1 an (12 numéros) \$ 16,00 6 mois (6 numéros) \$ 9,00 3 mois (3 numéros) \$ 5,00</p>
--	--

Nom/Prénom: _____
 Compagnie/Compagnie: _____
 Adresse: _____
 Ville: _____
 Zip/Catégorie Régionale: _____

Nous nous réservons le droit de modifier les tarifs de souscription sans préavis.

EDITORIAL



The canal on Massacre River: Political leadership lies in Ouanaminthe!

Here at the *Haiti-Observateur*, we've never stopped urging the Haitian people to eject Ariel Henry from the Prime Minister's Office for his administrative incompetence and his political uselessness. That he has been rammed down their throat by the CORE Group of Western ambassadors in Port-au-Prince, under the dictates of the State Department, the stand against him takes on the allure of both a war cry and a cry from the heart. The crisis between Haiti and the Dominican Republic, which arose in Ouanaminthe over resumption of construction of a canal by Haitians to access water from the Massacre River has resulted in the de facto independence of the Northeastern department from the central government, in Port-au-Prince, which is in the Western department. As far as Haiti is concerned, the management of the hostility displayed by Dominican President Luis Abinader, unilaterally shutting the border between the two countries, is handled by the city leadership in Ouanaminthe, not by the Office of the Prime Minister.

Indeed, following the assassination of the de facto President Jovenel Moïse, the de facto Prime Minister Ariel Henry decided to halt construction of the canal on the Massacre River. In response to the cry of despair from farmers of the Maribahoux plain, in dire need of water for their plantations, the leaders in Ouanaminthe decided to resume the work. In effect, they assumed the responsibility of the head of government and his team who were blatantly indifferent to the needs of the citizens who couldn't finance the project themselves.

With the construction work underway and the various specialists at work, citizens from all over the country, men and women from all walks of life, flocked to Ouanaminthe to make their generous contributions. Artists, sportsmen, religious leaders, all sorts of professionals and businessmen, citizens in Haiti and those from the diaspora are making their contributions. With wind in the sails of the project, the citizens of Ouanaminthe have been emboldened in their initiative, launching the catchy slogan "**Kannal la Pa p Kanpe**" (KPK) — **No stopping the work of the canal** —, the echoes of which are reverberating through social networks and Haitian radio and TV broadcasts, in addition to being quoted in articles and inspiring editorials here and there.

Meanwhile, on the Dominican side, the country's Head of State is trying to manage the scandal he unleashed, while constantly adding to his faux pas. From one day to the next, we don't know what his next move will be. As for Ariel Henry, he only reacts to President Abinader's initiatives. His only statements on the affair of the canal, which allow

ed him to reap a few faded flowers, are those he made in his speech at the 78th General Assembly of the United Nations in New York last month.

But construction of the canal on the Massacre River has permitted the Haitian people to score some points to their advantage, the most valuable of which is to clearly show the political nullity of the man who has been assigned the role of Prime Minister. He's devoid of even an ounce of leadership. Ever since the crisis erupted over the canal between the two countries sharing sovereignty over the Caribbean-island, the decisions worthy of a statesman have come from Ouanaminthe. The latest, just last week, is expressed in this phrase: "**The Ouanaminthe border will remain closed until further notice.**" That was in retaliation to the Dominican Head of State declaring on Wednesday, October 11, that the border he had unilaterally closed, three weeks earlier, is now open to allow Dominican vendors to sell their goods.

The first non-governmental statement relating to the canal, which showed real leadership came from the "*Association des industries d'Haiti*" (ADIH), which issued a strongly worded press release on October 13. In the document, ADIH welcomes "*the appeal from the hearts of these compatriots who are fighting for this cause.*"

While the "toothless" government authorities show a reverential attitude towards their Dominican counterparts, notably the president of the neighboring country, in their management of this crisis, the business leaders of ADIH speak as if they are ready to take the bull by the horns. In their document, they state: "*In concert with other business associations in the country, a plan of action is already being prepared together with the concerned government institutions, in response to the unilateral closing of the border by the Dominican Republic.*"

Another proclamation along the same lines came from the South-Eastern department, from Harry Brono, mayor of Anse-à-Pitres. Following the announcement by Luis Abinader that he would open the Dominican border at Pédernales in the Dominican Republic, across from Anse-à-Pitres, in Haiti, the mayor said Anse-à-Pitres will remain closed. He added that measures had been taken to prevent Dominican products from entering Haiti.

Although, in our editorial of last September 27, we had advised the Henry team to take full charge of the canal's construction, starting with providing financing, no new strategy has been envisaged in this sense. The three ministerial departments that would be involved in such a project — Finance, Public Works and Natural Resources/Environment — have not been implicated in anything. Therefore, we doubt

that the execution of the project was ever discussed in a Council of Ministers. In fact, Ariel Henry and his team have been conspicuously absent from this issue. It should be noted that, although Haiti is the victim, it was President Abinader who lodged a complaint at the Organization of American States.

Regarding this case particularly, at the last OAS session on the Haitian-Dominican crisis, last Thursday, October 12, Léon Charles, Haiti's permanent representative, was identified as a follower rather than an initiator. The catchphrase of his speech was "**Kannal la pa p kanpe,**" repeating the slogan created by the patriots in Ouanaminthe, in defiance of President Abinader, to affirm that construction of the canal to access water at the Massacre River is irreversible.

The Haitian government's self-appointed role of absentee in the canal dispute is eloquently demonstrated in ADIH's press release, the only document, albeit unofficial, which announces measures to redress the disadvantageous dependence of Haiti on the neighboring country:

"In concert with other business associations, a plan of action is already being prepared together with concerned government institutions in response to the unilateral closing of the border by the Dominican Republic."

While this statement reassures us of the civic responsibility of certain sectors of the population, it also calls attention to the urgent need to put an end to the sham that Ariel Henry represents at the Prime Minister's office. Above all, it is timely to seize the opportunity offered by this crisis to put an end, once and for all, to the conditions that favor Dominican trade to the detriment of Haiti.

We know that trade between the two countries causes the Haitian treasury to lose more than \$500 million a year, a situation made possible through corruption, diverting the state subsidy program to the benefit of rogue Haitian

businessmen, investing elsewhere, even in the Dominican Republic, as indicated in the ADIH press release.

While waiting to determine the revised terms of trade between the two countries, the first thing to do is to eliminate the duty-free tariffs enjoyed by Dominican products. Businessmen, especially those involved in importing foodstuffs, are smuggling their products duty-free, along with political leaders, including former members of parliament, who are also involved in the food and building materials trade. In partnership with the men in power, the sums that supposedly would be taxed for public service are paid out as rebates to them. This long-standing practice, in place for more than a decade, still exists, becoming more ingrained, and making new millionaires of the public administration officials. Thus, it is understandable why most senior civil servants, at all levels, avoid disclosing their assets at the end of their assignment.

Back to Ariel Henry. Never have we stopped saying that the de facto Prime Minister, who was chosen by the CORE Group is a total disaster. However, his international bosses insist on turning a deaf ear. But in the canal crisis on the Massacre River, he eloquently reveals his cretinism and nullity, not to mention his servility to the Dominicans. The Haitian people would never have chosen such a specimen to lead their destiny. Those who elevated him to this position and insist on keeping him there, despite his proven shortcomings, clearly are defending interests other than those of the Haitian people. We wonder who has endowed these foreigners with the right to choose for the Haitian people!

In any case, when it comes to showing leadership in this international crisis, Dr Henry has been absent, leaving the authorities in Ouanaminthe to assume the responsibility to display their competence in handling the canal issue in a way that puts to shame the Dominican president.

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tél. (718) 812-2820

**SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

<p>HAÏTI 11275-Observateur 901, Avenue John F. Kennedy, 3^e étage, G.P.O. P.O. Box 1010, Port-au-Prince, Haïti Tél. (509) 228-0788</p> <p>CANADA 11275-Observateur 6660 St. Laurent, Montréal C.P. 407, Montréal 11^e Avenue, Montréal 12215, Avenue Oakesville Montréal, Québec</p> <p>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir des Pays-Bas, par le biais d'un abonnement à Journé d'Observateur, 11275, Avenue 11^e Avenue, Montréal, P.O. Box 1010, 93310 Le Pré St. Germain, France Tél. (33) 1-43 43 50 10</p>	<p>ÉTAT-UNIS Un service spécial est assuré à partir des États-Unis, par le biais d'un abonnement à Journé d'Observateur, 11275, Avenue 11^e Avenue, Montréal, P.O. Box 1010, 93310 Le Pré St. Germain, France Tél. (33) 1-43 43 50 10</p> <p>AFRIQUE ET ASIE 1225,00 FF pour six (6) mois 1005,00 FF pour un (1) an</p> <p>CARAIËBE ET AMÉRIQUE LATINE 1225,00 FF pour six (6) mois 1005,00 FF pour un (1) an</p> <p>EUROPE 72 EURO pour six (6) mois 125 EURO pour un (1) an</p>
---	---

Nom/Prénom: _____
 Adresse: _____
 City/Ville: _____
 Zip/Code Postal/Région: _____

State/État: _____
 Country/Pays: _____

(Les informations fournies sont destinées à nos services clients et ne sont pas divulguées à des tiers.)



Suite de la page 16

ns ce sépulcre, on a du mal à admettre, toi, Fresnel Duchate lier, notre Ducha infatigable, toujours prompt à nous pousser au-delà de nos capacités, chaque après-midi, au volant de sa petite bagnole, arpentant les rues de la capitale pour récupérer les joueuses, et surchargé, entreprend l'exténuante et embouteillée route de Carrefour, ou parfois celle de l'Aéroport, pour le rituel entraînement de l'après-midi. J'ai du mal à admettre cet athlète toujours plein de vitalité et d'énergie, ce matin, dans ce corps sans vie et qui a tant donné à notre club chéri... tantôt avec les Tigresses, tantôt avec la Sélection féminine, lui, qui était déjà célèbre, tantôt dans les buts du Racing Club haïtien, tantôt dans ceux de la Sélection nationale, donc lui qui était un de ces Haïtiens déjà glorieux ayant une grande compétence dans le jeu et qui spontanément s'était mis bénévolement au service de notre club Les Tigresses ou pour nous accompagner dans notre passion.

Il est bon de rappeler qu'après un départ et une courte carrière aux Gladiatrices, peu de temps après la fondation des Tigresses, en 1974, Duchate lier a rejoint notre famille, adopté notre Association, qui venait de voir partir pour l'étranger les éducateurs pionniers Guy Benoit, Fritz Jean-Baptiste, Dr Frantz Pierre, Michel Lascaze, Roland Lascaze, ceux qui, avec le célèbre-éducateur Franck Civil avaient initié le travail de construction du label du beau jeu, qui est aussi la marque Tigresses.

Et depuis, Duchate lier est, avec nous, accueillant d'autres éducateurs pour renforcer le travail de formation de dizaine de générations de joueuses, les unes plus talentueuses que d'autres.

Ce matin, en ressassant notre long et riche passé, nous en profitons pour saluer les membres de

notre grande famille des Tigresses-Tigers, tant joués que dirigeants, qui nous ont quittés, nous pensons à « Soumi » Dr Gaston Dambreville, aux Drs Carl Henri et Marie Myrtha Saint-Amand; à notre immortel Capi, le général Roland Chavannes; gloire et hommage à nos pionniers présidents, les deux Grégoire, Grégoire Eugène et Grégoire Chérubin; à nos deux mères chaperonnes, ma mère, Mme Alexis Gauthier; à Mme Fritze Morisset, nos accompagnatrices dans nos tournées; à nos innombrables membres disparus, Ivan Vincent... la liste serait trop longue.

Duchate lier, pars en paix, rejoins ta femme Claudie, si courageuse et si attachée à cette passion familiale et dont nous pleurons encore le départ.

Duchate lier, nous te disons merci pour tout et courage à vos distingués enfants : Farell Cynthia Duchate lier, Marc Mitchell Duchate lier, Ruth Kathleen Duchate lier,

Valérie Duchate lier, ici avec nous. Merci et courage à toi, qui as assisté ton papa, jusque dans ses derniers jours. Les Tigresses seront toujours à côté de la famille!

Condoléance à toute la famille, à son neveu, Pierre Duchate lier, qui s'est dévoué à offrir ces adieux dignes à Duchate lier, à ceux qui sont ici, à nos côtés, et ceux, ses trois aînés, qui, à cause des malheurs du pays, ne peuvent être avec leur père dans ses adieux émouvants.

BON VOYAGE, DUCHATE LIER !
VAS AU CIEL, DUCHATE LIER et raconte au PÈRE Éternel les misères que traverse le football et aussi la grande souffrance du football féminin et des joueuses dont pas un seul match, voire un seul championnat n'a pas été joué depuis cinq ans, et dont presque toutes les pratiquantes ont été abandonnées dans la rue, refoulées dans leurs ghettos, n'allant plus à l'école, mangeant très mal,

renonçant au rêve caressé tout jeune et à la concrétisation duquel elles acceptaient mille et un sacrifices, depuis leur tendre enfance; pire encore, la tragédie de ces milliers de jeunes garçons et fillettes qui, dans plus de 77 villes, ou au sein de plus de 75 académies régionales installées, même les plus reculées, nos enfants de 6 à 12 ans, plus de vingt mille sous la conduite d'éducateurs formés initiaient leur apprentissage au football pour les placer dans le lucratif marché du football mondial pour les sortir de l'exclusion, de la marginalisation, et, à l'instar de ce qu'ont fait le Brésil, l'Argentine, les nations sud-américaines et africaines, avec les garçons, tout cela pour lutter contre la misère et aujourd'hui arrêté brusquement comme s'il est écrit que dans notre maudit pays les marginalisés, les exclus doivent l'être pour l'éternité.

*Dr Marie Antoinette Gauthier Buteau, MD.

217È ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DE L'EMPEREUR JACQUES 1ER Message de Lesly Condé, ancien consul général d'Haïti à Chicago

Chers concitoyens et amis de partout,

Cette année, nous commémorons le 217e anniversaire d'un des événements les plus funestes et les plus marquants de l'histoire de notre pays. À compter du 17 octobre, jour où le père fondateur de la nation haïtienne fut lâchement assassiné, on peut dire que cette nation a tourné le dos à son glorieux destin pour devenir une brebis égarée, se laissant diriger par des partenaires dont la bienveillance laisse à désirer. Il est vrai qu'on ne peut pas modifier l'histoire, mais quand on se penche sur les circonstances de l'assassinat de Jean-Jacques Dessalines, on ne peut pas s'empêcher d'imaginer la meilleure voie que cette nation, notre nation, aurait choisie. Le 17 octobre 1806, la liberté universelle perdit un de ses alliés les plus authentiques.

À l'occasion du 217e anniversaire du très malheureux événement que fut l'assassinat du père fondateur de la nation haïtienne, j'observe avec grand intérêt que le 17 octobre est aussi la journée mondiale du refus de la misère. Nous sommes ici en présence d'une coïncidence harmonieuse, car le refus de la misère est un thème digne d'être associé à la mémoire du valeureux père de notre nation. La journée mondiale du refus de la misère est une initiative clairement socialiste, qui se situe dans la même lignée que l'œuvre de l'homme qui dirigea la seule lutte victorieuse de l'histoire contre la misère et l'injustice de l'esclavage. Suite à la défaite des forces esclavagistes, Jean-

Jacques Dessalines prit fermement la défense des anciens esclaves qui, selon lui, méritaient liberté et bien-être. Dans ce nouveau



Buste de l'Empereur Jean Jacques Dessalines.

pays de liberté, il voulait autant de bien-être pour tout le monde. Cela



L'ex-consul général de Chicago Lesly Condé photographié dans un décor approprié pour le jour.

incluait tous les démunis dont les parents sont en Afrique. L'Empereur Jacques Premier se fit donc de puissants ennemis parmi ses camarades de combat, à cause de son attachement à sa philosophie égalitaire. Bien en avance, sur son temps, et même sur le nôtre, le père de notre nation fut assassiné, et, partout sur la planète, ceux et celles qui sont partisans de justice et de liberté, poursuivent encore son beau rêve.

Parler de la disparition de Jean-Jacques Dessalines, seulement deux ans après que ce valeureux général eut conduit une armée d'esclaves à la victoire, c'est évoquer une page de notre histoire qui donne lieu à tant de douleur et tant de regrets.

En effet, pour avoir été lâchement assassiné par certains de ses propres frères d'armes, avant même de pouvoir établir les bases

de sa toute nouvelle nation, Jean-Jacques Dessalines fut victime d'une double injustice. Il convient, peut-être mieux, de dire que



Autre buste de l'Empereur Jean Jacques Dessalines.

notre nation est la grande victime, car quand l'Empereur Jacques 1er disparut, sa vision aussi disparut. Les décisions qui furent prises, après cet assassinat, contrastaient de manière flagrante avec la philosophie du père fondateur de la nation haïtienne. Cette philosophie préconisait le bien-être inconditionnel des héros inconnus, qui avaient contribué, grâce à leurs sacrifices, à l'unique victorieuse révolte d'esclaves de tous les temps. Cette vision coûta la vie à Jean-Jacques Dessalines. L'homme dont nous célébrons la vie aujourd'hui n'est pas uniquement un héros haïtien. C'est un géant aux dimensions planétaires. C'est un génie militaire et un ardent défenseur des droits humains avant même que ce concept ne fût popularisé et vandalisé. Il y a des héros qui sont vénérés partout au monde pour leur

bravoure et pour leurs accomplissements brillamment racontés dans leurs moindres détails. Mais il s'agit surtout d'envahisseurs et de conquérants. Ils sont honorés pour avoir subjugué leurs adversaires, et conquis leurs territoires. Dessalines conquiert la liberté. Et pour l'avoir vigoureusement défendue envers et contre tous, il fut assassiné.

Aujourd'hui, la nation de Jean-Jacques Dessalines semble sombrer inévitablement dans le chaos et la destruction. Notre pays qui, au début de son existence, était une destination de rêve pour tous les êtres humains, qui voulaient respirer l'air de la liberté, est maintenant au rang des pays auxquels personne ne veut appartenir. L'assassinat du père de notre nation a prouvé que la haine avait remplacé l'amour de la liberté dans le cœur de certains de nos ancêtres. Quand nous cessons d'aimer nos propres compatriotes à cause de leur condition économique ou sociale, nous sommes susceptibles de trahir notre nation. Haïti a été, à plusieurs reprises, trahie par ses enfants. Ce monde indifférent, ou carrément hostile, ne nous tendra pas la main. Comme nos ancêtres, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Nous devons transcender nos préjugés et cette peur de la liberté, afin de surprendre le monde... encore une fois.

Lesly Condé
Ex-consul général d'Haïti à Chicago
(26 août 2004-25 mai 2018)

La PROMODEV prône une politique agricole nationale axée sur une approche économique

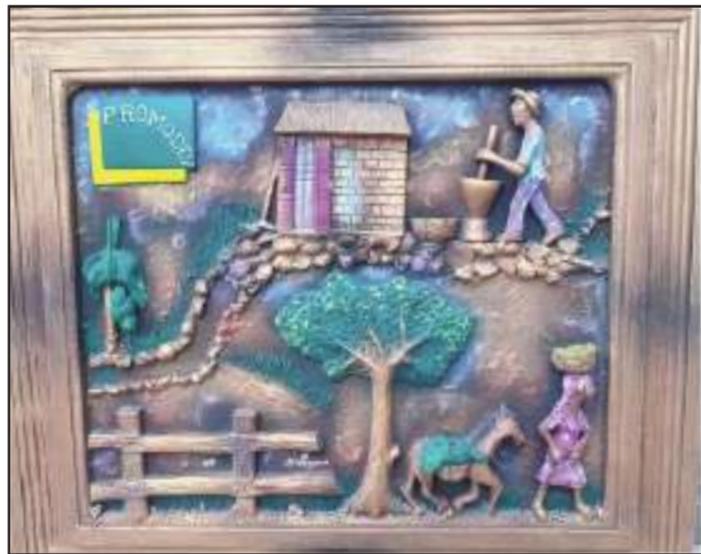
Port-au-Prince, le 16 Octobre 2023 : Le Conseil d'Administration de la PROMODEV a réalisé une conférence-débat d'une importance cruciale autour du thème « Promouvoir une politique agricole nationale axée sur une approche économique ». Cette conférence s'est déroulée sur la plateforme Zoom à l'occasion de la journée internationale de l'alimentation.

Lors de cette conférence, les participants ont eu la possibilité de discuter sur des approches globales qui pourraient propulser Haïti vers une ère de progrès économique. La PROMODEV a profité également de cette occasion pour présenter les mesures prises dans le but de renforcer le Comité du Canal Massacre, proposer un programme national d'irrigation et de sécurité alimentaire, réaliser des évaluations environnementales exhaustives, le projet de jardin scolaire et d'éducation environnementale ainsi que formuler des recommandations destinées au gouvernement et aux organisations de la société civile.

En ce qui concerne les évaluations environnementales des travaux de construction du canal sur la Rivière Massacre, la PROMODEV se propose de mettre en place une assistance technique en matière de surveillance environnementale continue des impacts environnementaux tout au long du processus de construction. Cette surveillance doit englober une analyse approfondie des répercussions sur les écosystèmes locaux, la qualité de l'eau, la faune et la flore, ainsi que sur les populations avoisinantes. De plus, il est essentiel de réaliser des audits environnementaux périodiques pour évaluer la conformité du projet aux normes environnementales et pour apporter des corrections en cas de non-conformité. Cette approche proactive garantira que la construction du canal se

déroule de manière responsable, minimisant les conséquences négatives sur notre environnement tout en maximisant les avantages pour notre nation. Nous faisons appel au gouvernement de la République pour supporter cette mesure d'accompagnement.

La mobilisation de l'équipe



technique de la PROMODEV pour les évaluations environnementales témoigne de notre engagement proactif à veiller à ce que le projet du canal bénéficie pleinement à la nation haïtienne, tant du point de vue de la sécurité alimentaire que de la préservation de notre environnement. En collaborant dans l'objectif de réguler le commerce de manière plus équitable et en maintenant une gestion environnementale adéquate, nous sommes convaincus que nous pouvons contribuer à un avenir plus florissant et durable pour notre pays. La réussite de cette entreprise repose sur la collaboration de chacun d'entre nous, et nous sommes convaincus que nous pouvons relever ces défis ensemble, ouvrant la voie à un avenir plus prometteur pour le peuple haïtien.

La construction du canal sur la Rivière Massacre doit être perçue

comme un catalyseur pour revitaliser la production nationale en réhabilitant nos systèmes d'irrigation, combattre la pauvreté, réduire drastiquement les importations, et placer le pays sur la voie du processus de développement durable. À cette fin, il est impératif que les autorités élaborent une poli-

tique macroéconomique, rompant avec le modèle de budget actuel centré sur les finances publiques. Il est crucial de reconnaître que notre nation souffre d'une stagnation économique (absence de croissance) qui perdure depuis près de cinq ans, provoquant une recrudescence des problèmes sociaux auxquels notre peuple est confronté.

Il est primordial d'adopter des mesures éclairées, notamment en réduisant notre dépendance vis-à-vis des produits étrangers, en particulier ceux en provenance de Saint-Domingue. Il est grand temps d'envisager un nouveau traité bilatéral entre nos deux nations, garantissant une régulation plus équitable du commerce tout en préservant nos intérêts nationaux.

Dans la logique de trouver des solutions durables, la PROMODEV recommande au gouvernement de mettre en œuvre un Programme national d'irrigation et de sécurité alimentaire en Haïti. Ce programme devrait être conçu de manière à revitaliser la production nationale et à lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire qui sévit dans notre pays. Il est essentiel que ce programme repose sur une approche globale, intégrant la modernisation des systèmes d'irrigation, le renforcement des capacités des agriculteurs locaux, la promotion de pratiques agricoles durables, et la diversification de la production agricole. De plus, il doit inclure des mécanismes de régulation pour favoriser une meilleure gestion des ressources hydriques et assurer une distribution équitable de l'eau pour l'irrigation. La mise en œuvre de ce programme contribuera non seulement à accroître la souveraineté alimentaire d'Haïti,

mais aussi à stimuler l'économie nationale, à réduire la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires et à améliorer la qualité de vie de nos concitoyens. Il est impératif que le gouvernement s'engage dans cette voie pour un avenir plus résilient et prospère pour notre nation.

Comme mesure d'accompagnement, la PROMODEV de mande aux partenaires de développement, aux organisations de la société civile et au gouvernement d'accorder la priorité au projet de jardin scolaire et d'éducation environnementale. Pour l'exercice 2023-2024, la PROMODEV compte implanter 30 jardins scolaires sur le territoire national. Le projet de jardin scolaire et d'éducation environnementale que la PROMODEV souhaite développer en lien avec des organisations vise à intégrer l'apprentissage pratique de l'écologie et de l'agriculture durable dans les programmes scolaires. Il s'agit de créer des espaces verts au sein des écoles où les élèves pourront apprendre à cultiver des plantes, à comprendre les cycles naturels, à protéger la biodiversité et à adopter des comportements respectueux de l'environnement.

La culture et la commercialisation du fruit à pain offrent des opportunités économiques en Haïti. La vente sur les marchés locaux et internationaux peut générer des revenus et des emplois. La transformation en produits dérivés enrichit encore ces opportunités. Cependant, il faut des efforts en développement agricole, recherche, formation et sensibilisation, ainsi que des politiques et investissements favorables pour maximiser ces bénéfices. La PROMODEV et le Gwoup Lam Veritab collaborent pour mettre en œuvre le « Plan de développement de la filière Lam Veritab » en mobilisant les acteurs, établissant des partenariats, fournissant des formations, développant des infrastructures et promouvant la com-

Dans le but de renforcer la campagne de promotion de la production nationale et de la protection de l'environnement, la PROMODEV a désigné des ambassadeurs. Les personnalités que nous avons choisies pour cette noble mission ont démontré leur dévouement envers le développement de notre pays. Leur rôle en tant qu'ambassadeurs sera d'inspirer le changement et de mobiliser la population, les entreprises et les institutions en faveur de pratiques durables, de la sécurité alimentaire, et de la valorisation de nos ressources locales. Nous sommes convaincus que leur crédibilité et leur influence contribueront de manière significative à cette cause essentielle. Les ambassadeurs désignés sont les suivants:

Monsieur Harry Nicolas (Mèt Fèy Vèt), Promotion de la production nationale.

Madame Stéphanie Séjour Antoine (Tifane), Sensibilisation et engagement citoyen.

Monsieur Oscar Joseph : Journaliste et présentateur de l'émission « Aksyon Edikasyon » sur Radyo Tele Edikativ, éducation et sensibilisation.

Monsieur Iléus Papillon - Promotion du patrimoine culturel.

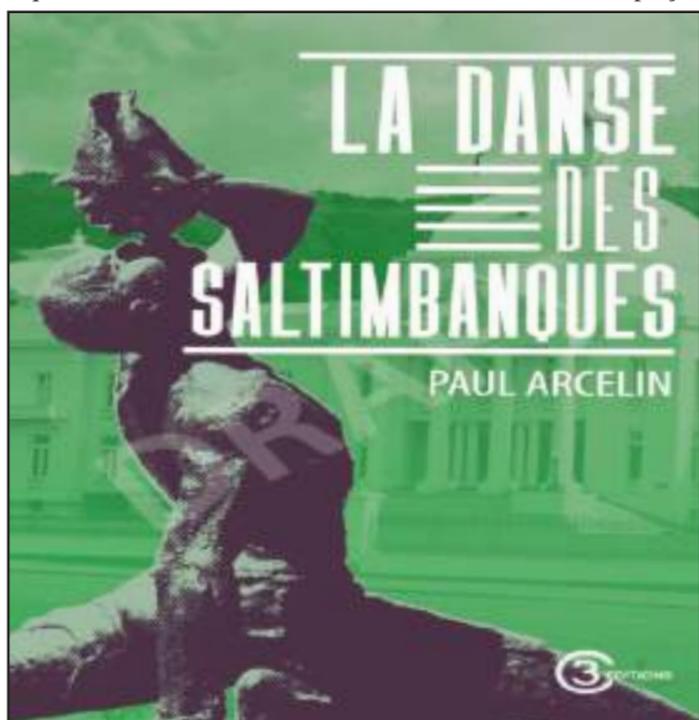
L'agronome Talot Bertrand, présentateur de l'émission « ALLO AGRO », du Forum agricole, et de la rubrique des bulletins météorologiques « Haïti-MÉTÉO », assurera la coordination de cette campagne de promotion en tant qu'ambassadeur itinérant.

Voici le lien de cette conférence sur la chaîne You Tube :

<https://youtu.be/4aiVBXFFBFI>

PROMODEV, organisation engagée dans le développement durable en Haïti

Talot BERTRAND, Ing-Agr. Spécialiste en éducation relative à l'environnement secrétaire général de la PRO.



TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

En marge de la mission de l'OEA concernant le canal Maribahoux (1 de 2)

Par Leslie Péan

La construction par Haïti d'un canal d'irrigation sur la rivière Massacre affole et installe la violence dans les rapports haïtiano-dominicains. Du moins, la colère monte. *Pouki tout bri* – Pourquoi en faire autant ? Nécessité de mettre la puce à l'oreille des médiateurs mais aussi des protagonistes. D'un côté, le toupet des Dominicains à construire 12 ouvrages sans préavis et la détermination des Haïtiens à en construire un de l'autre ont des causes profondes. Expliquer pourquoi la raison s'abîme demande de remonter le temps et penser les mots de l'Oncle Jean Price-Mars, médecin, homme politique, diplomate et écrivain haïtien, à la fin du Tome II de son ouvrage *La République d'Haïti et la République Dominicaine*. Terminant sa carrière diplomatique dans cette capitale dénommée alors *Ciudad Trujillo*, avec sa plume subtile et complexe, l'Oncle écrit : « *Je ne voudrais pas être un prophète de malheur. Mais, comme Cassandre, l'horizon me paraît assombri par des nuages gonflés d'orages* »¹.

Price-Mars référerait-il au racisme latent qui se glisse dans les rapports d'État et fait monter la colère ? Des progrès notoires sont notés suite à l'émigration aux États-Unis où la lutte des Noirs américains a conduit maints Dominicains à s'identifier de moins en moins à « indio » et beaucoup plus à « Noirs ». Pourtant, à côté de ceux qui ont refusé toute identification au thème mystificateur de la race, pour le reste, la construction de la hiérarchie des couleurs bouge peu. La mentalité conduisant au rejet du Noir demeure encore la note dominante dont Haïti serait le représentant par excellence. Toute autre horizon de représentations devient indépassable. L'un peut se permettre tout et l'autre doit se la fermer sans remuer dans les brancards.

Utilisant les concepts de l'historien dominicain Frank Moya Pons², l'antihaitianisme historique et l'antihaitianisme d'État se seraient-ils donnés la main dans la politique du président Abinader ? Les déclarations du chancelier dominicain Roberto Álvarez au San Diego Union-Tribune le 12 octobre dernier laissent croire que les souvenirs amers et l'amour-haine sont encore utilisés pour parer des morts de leurs plus beaux vêtements. En réponse aux journalistes : « Álvarez a mis au jour une histoire vieille de plusieurs siècles en mentionnant les 22 années d'occupation haïtienne de la République Dominicaine au 19^{ème} siècle et a déclaré que la République Dominicaine ne prenait pas en guerre dans le conflit du canal »³.

Le plaisir procuré par cette référence historique s'ajoute au primat donné à la « couleur de la peau » au-dessus toute autre considération. Ces pistes de compréhension peuvent contribuer à donner une perspective d'ensemble et à mieux saisir les non-dits dans l'entêtement des dirigeants dominicains et la ténacité des Haïtiens à défendre leurs droits légitimes. Cela peut aider le gouvernement dominicain à fléchir en rectifiant le tir.

L'esprit du dirigeant dominicain qui s'identifie au Blanc n'a pas d'autre choix au 21^e siècle que de reconnaître celui d'accepter les droits légitimes des Haïtiens dans la gestion de l'eau. Ce dépassement de soi, de sa « peau », est également important en Haïti pour ceux qui croient encore que la dominance de la couleur noire ou claire leur confère le droit automatique au contrôle des affaires publiques. L'heure a sonné pour l'éradication de ce mal hérité de cinq siècles de capitalisme racial. Les racistes, coloristes, noiristes et mulâtristes sont tous dangereux et exécrables, sans exception.

Le canal de Maribahoux face aux douze ouvrages dominicains sur la rivière Massacre

Le peuple haïtien ne veut pas mourir de faim, de soif et de savoir. Cette volonté s'exprime dans sa lutte quotidienne contre les dinosaures politiques et les oligarques économiques qui accaparent tous les moyens élémentaires nécessaires pour vivre. Sa détermination se mesure dans sa créativité, dans le refus de cette apocalypse d'ignorance⁴ qui veut l'exterminer et qui le porte à fuir dans la jungle du Darien⁵ hier et au Nicaragua aujourd'hui. Le peuple haïtien ne veut pas mourir de faim ni manger n'importe quoi et s'est engagé dans la construction d'un canal d'un débit de 1m³/sec pour l'irrigation de 3 000 hectares de terres. L'irrigation qui va s'en suivre lui permettra de nourrir quatre millions de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë grâce à la production des éléments de base du panier alimentaire.

Le peuple haïtien ne peut pas mourir de faim, de soif et de savoir. Sa demande d'approvisionnement en eau s'inscrit dans la dynamique de mobilisation des ressources naturelles et techniques à sa disposition pour améliorer ses conditions de vie dans le respect des traités et conventions signés en 1929 et 1936 par Haïti et la République dominicaine⁶. Rien ne peut masquer les revendications légitimes des Haïtiens d'avoir un canal sur le Massacre alors que les Dominicains ont construit douze (12) ouvrages sur la même ri-

vière. Parmi ces ouvrages, on compte deux aqueducs à Castel-Loma de Cabrera et *Dajabón*, quatre canaux d'irrigation à *Juan Calvo*, *La Vigía*, *La Aduana/Colonia Japonesa*, et *Don Pedro* à *Dajabón*, et quatre prises à *Don Miguel*, *Los Miches*, *Cabeza de Caballo* et *La Piña* à *Dajabón*. Ces ouvrages ont été construits sans demander un quelconque avis du gouvernement haïtien.

Il importe de mentionner que la partie dominicaine n'a pas respecté l'article 10 du traité de 1929 et l'article 3 du Traité de 1936 en construisant 12 ouvrages (aqueduc, canal, prise) dont plusieurs en amont du site de la construction du canal de Maribahoux. Parmi ces ouvrages réalisés sans la moindre consultation avec la partie haïtienne, on peut s'arrêter à la prise de *Juan Calvo*, construite à 200 mètres du canal de *La Piña*, capable de dériver 2m³/sec.

Non aux accordéons qui s'enflent et se vident au gré des pressions étrangères

Selon l'ingénieur Guy Bernadotte, qui a participé à plusieurs rencontres avec la partie dominicaine, le projet de construction de ce canal de Maribahoux remonte au début des années quatre-vingt, soit à plus d'une quarantaine d'années⁷. À chaque occasion, marchandages et pressions occultes ont conduit à son abandon. Mais en août 2023, les paysans ont pris les choses en main et démontré qu'ils ne sont pas des accordéons qui s'enflent et se vident au gré des pressions étrangères. La construction du canal de Maribahoux participe d'un mouvement de réveil populaire. Qui mobilise les citoyens de partout se donnant main pour ce *Coumbite* de l'espoir, jetant par l'action les bases de la construction de la nouvelle Haïti, dans une dynamique d'auto-gestion si nécessaire, sans la participation défaillante des responsables publics.

Le canal est avant tout l'expression des revendications paysannes et populaires — pour ne pas continuer avec l'émigration sauvage à pied, par mer, ou même par voie aérienne. Avant d'être une question internationale, la construction du canal est une affaire haïtiano-haïtienne. Comme le souligne l'écrivain haïtien Lyonel Trouillot, le 15 septembre 2023, sur Radio France Internationale (RFI), c'est que ceci est rendu possible par l'incapacité des gouvernements haïtiens à représenter dignement les intérêts de la nation haïtienne, et ce gouvernement-ci semble avoir la prime, même si Dieu sait combien les autres ont été mauvais.

La Brigade de surveillance des aires protégées (BSAP) à Pitobert apporte sa solidarité aux tra-

vailleurs engagés dans la construction du canal. Il s'agit de donner un soutien moral aux travailleurs. afin de dissuader toute intrusion d'éléments perturbateurs comme cela a eu lieu en 2021. quand des soldats dominicains du *Cuerpo Especializado de Seguridad Fronteriza Terrestre (CES FronT)* sont rentrés en territoire haïtien pour bloquer les travaux de construction du canal, qui avaient démarré alors.

Une pluie d'espoirs tombe dans les cœurs des paysans

Le canal de Maribahoux est avant tout une réponse de la paysannerie à l'incapacité publique. Refusant qu'Haïti soit transformée en terre morte, à partir de son *Observatoire Global*, dans un éditorial sur mesure dans le *Listin Diario* du lundi 9 octobre 2023, l'ex-président dominicain Leonel Fernandez, reprenant des travaux de l'Institut National des Ressources Hydriques (INDRHI), a cité : « *que l'extraction de l'eau en Haïti serait beaucoup plus faible que celle faite par les Dominicains du même fleuve* » ; et pour citer le *Listin Diario* : « *que le canal construit par les Haïtiens est situé sous les prises d'eau de la République dominicaine, de sorte que cela n'affecterait pas leur disponibilité du liquide* »⁸. La confession, écrite avec des lettres de noblesse, force l'émotion.

Ces déclarations tirées de recherches scientifiques indiquent que « *les travaux commencés sur la rivière Dajabón ou Massacre pour la collecte de l'eau ne consistent pas en une dérivation du lit de la rivière* »⁹, sont en accord avec la déclaration binationale signée le 27 mai 2021 convenue entre Claude Joseph et Roberto Álvarez, respectivement Chancelier haïtien et dominicain. À l'occasion, le journal dominicain *Diario Libre* du 28 mai 2021 a titré en grandes manchettes : « *La République dominicaine reconnaît qu'Haïti n'a pas dévié la rivière Massacre* »¹⁰.

Depuis que ce feu vert a été obtenu, il pleut sur la rivière Massacre. Une pluie d'espoir tombe dans les cœurs des paysans. Ces derniers se mettent au travail avec leurs pioches, piques et pelles pour que le canal de Maribahoux soit construit avant la saison sèche et puisse se connecter au canal *Le Trop Plein* dans la commune de Ferrier. Les ouvriers et les ingénieurs volontaires s'y sont donnés avec enthousiasme pour effectuer les fouilles, contrôler le respect des plans, vérifier les travaux de coffrage, assurer le dosage du ciment et superviser la maçonnerie.

La contribution du canal à la relance

de l'agriculture

Le canal peut contribuer à sortir l'économie de la zone de son état d'agriculture de subsistance pour aller vers une agriculture commerciale à partir d'une approche biologique et ainsi augmenter la sécurité alimentaire tout en diminuant les importations alimentaires. Il peut freiner l'extension de la ville de Ouanaminthe au détriment des terres agricoles de la plaine de Maribahoux. En permettant de sortir de la sécheresse une grande partie de la plaine de Maribahoux, défricher l'allée du canal ne peut qu'aider à diminuer la migration rurale-urbaine en offrant aux jeunes des emplois rémunérateurs dans l'agriculture. Enfin, et pas le moindre, le canal permettra la diminution du prix du riz biologique qui dépasse de plus 50% le prix mondial.

Le gouvernement dominicain a tenté d'intimider les travailleurs construisant le canal par des menaces en déléguant des soldats, des hélicoptères, des drones et en tirant des rafales de mitrailleuses en l'air. Puis, un ultimatum fut annoncé d'arrêter les travaux sinon d'autres mesures de rétorsion suivraient avec la décision de fermer les frontières terrestres, maritimes et aériennes.

Un tel acharnement militaire ne cadre pas en fonction des multiples services que le canal rendra aux populations de la zone de Ouanaminthe. C'est ce que dit *FEWS NET* (Famine Early Warning Systems Network) Réseau de système d'alerte précoce contre la famine,

« *la disponibilité de l'eau d'irrigation dans la plaine de Maribahoux, la deuxième plus grande plaine rizicole du pays, après la plaine de l'Artibonite, est susceptible d'améliorer la production agricole dans les communes de Ouanaminthe et de Ferrier, du moins à moyen terme. Étant donné que l'eau est l'un des principaux facteurs limitants du développement agricole en Haïti, la construction de ce canal, ainsi que d'autres canaux le long de la rivière Massacre, conformément aux souhaits de la population haïtienne, favoriserait la relance de la production agricole nationale et, par conséquent, l'amélioration de la disponibilité alimentaire locale dans un proche avenir* »¹¹.

Avec pour objectif l'inauguration du canal de Ouanaminthe à Pitobert ce symbolique jour du 18 novembre, la population met les bouchées doubles. *Y rantre nan batay*, loin de rester dans son coin, avec enthousiasme, en prêtant main forte à l'opération. Elle entrevoit l'utilité pratique de la chose et sait ce qu'elle peut en tirer. (À suivre).

¹ Jean Price-Mars, *La République d'Haïti et la République dominicaine*, Port-au-Prince, Collection du Tricinquantième de l'Indépendance d'Haïti, 1953, p. 334.

² Fran Moya Pons, « Antihaitianismo Histórico y Antihaitianismo de Estado », *Instituto de Estudios Dominicanos de la Universidad de la Ciudad de Nueva York (CUNY)*, City College of New York, December 8, 1995.

³ « En respuesta, Álvarez desenterró una historia de hace siglos al mencionar los 22 años de ocupación haítiana en la República Dominicana durante el siglo XIX y dijo que República Dominicana no estaba tomando las armas por la disputa del canal, Dánica Coto y Evens Sanon, « Haïti se niega a reabrir un cruce fronterizo con República Dominicana », *San Diego Union-Tribune*, October 12, 2023.

⁴ Gérald Bronner, *Apocalypse d'ignorance*, Presse Universitaire de France, 2021.

VOICI UN MESSAGE À NE PAS IGNORER.

Connectez-vous à votre compte ou appelez-nous pour commencer.

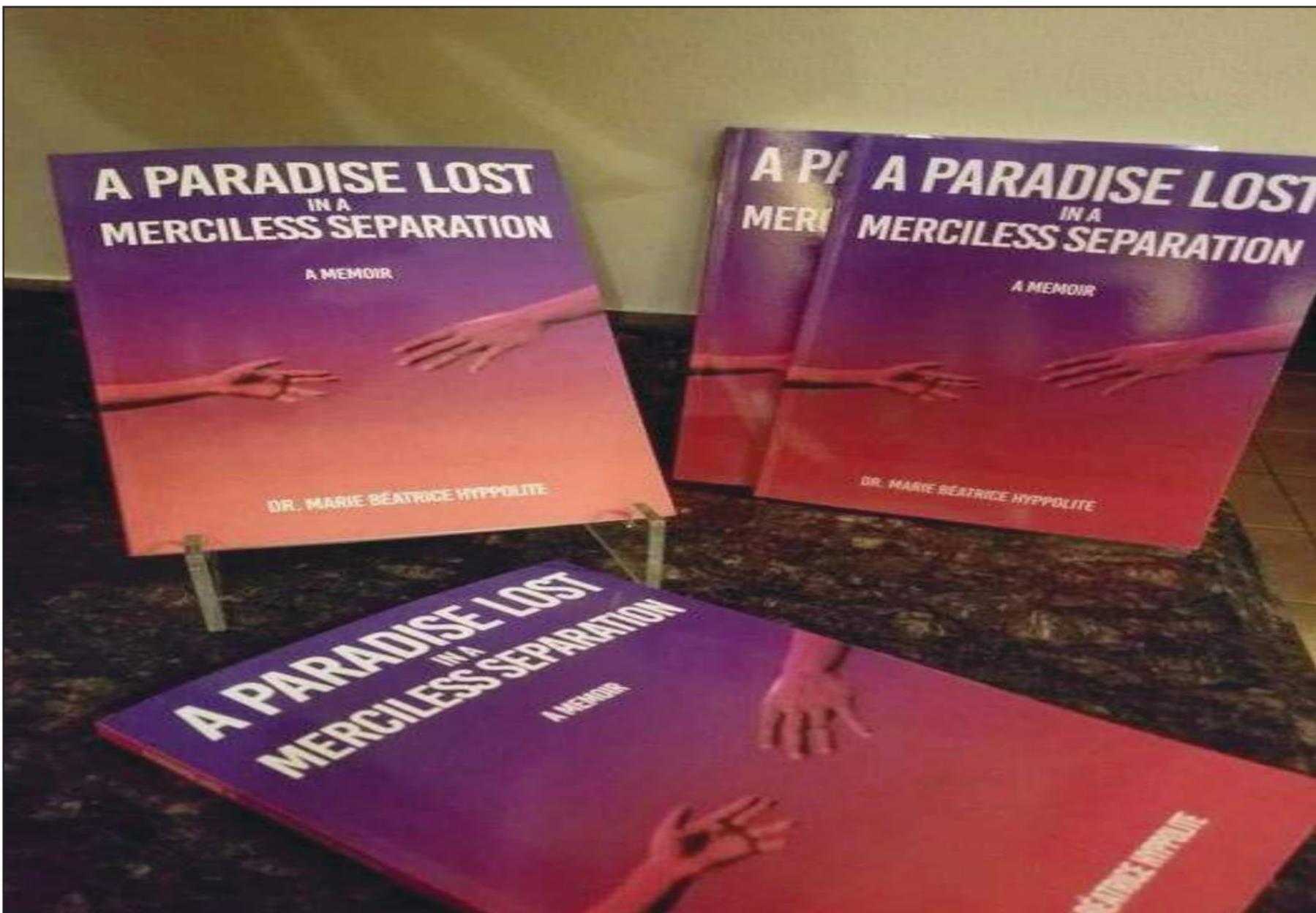


nystateofhealth.ny.gov
(855) 355 5777



Les règles de renouvellement de l'assurance maladie changent pour les personnes actuellement souscrites à **Medicaid**, **Child Health Plus** ou **Essential Plan**.

Lorsque **NY State of Health** vous contacte, le moment est venu pour vous de prendre des mesures concernant votre assurance maladie.





LIGUE DES NATIONS DE LA CONCACAF

La désillusion est totale pour les Grenadiers, relégués en Ligue B

Par Ricot Saintil

La Ligue des Nations de la CONCACAF pour l'exercice 2023-2024, offre la possibilité à six équipes de l'Amérique du Nord, Centrale et des Caraïbes de disputer la Copa America 2024, qui se déroulera aux Etats-Unis avec 16 équipes, dont les dix représentants de la CONEMEBOL. Haïti fait partie des douze équipes de la Ligue A, répartie en deux groupes de six, ayant disputé la première phase de la compétition. Les Grenadiers placés dans le groupe B, ne verront pas la Copa America de 2024, et joueront la Ligue B pour la quatrième édition de la compétition. Ayant pour adversaires, Cuba, Suriname et la Jamaïque, les Grenadiers n'ont gagné aucune de leurs rencontres, et sont terminés à la 5^e place, juste devant Grenade, lanterne rouge du groupe. C'est donc la Jamaïque, contre laquelle, ils ont joué à deux reprises pour un match nul (2-2) et une défaite (2-3), puis le Honduras, contre lequel ils n'ont pas joué, mais qui arrachent les deux billets qualificatifs du groupe B pour les quarts de finale, desquels sortiront les 6 qualifiés pour la Copa America 2024.

La désillusion est totale pour

les Grenadiers, qui ont totalisé trois matchs nuls et une défaite. Cette déconvenue met en exergue, la gestion catastrophique du Comité de normalisation, dans ses choix d'entraîneurs à la tête des Grenadiers.

Comme en 2019, lors de la première édition de la Ligue des Nations, où Haïti n'a pas pu conserver sa place dans la Ligue A, pour cette troisième édition, elle suit le même itinéraire, en ne remportant aucun de ses quatre matches. En 2019, après une participation remarquable, à la Gold Cup, les Grenadiers étaient sur un piédestal. Malheureusement, ils se sont fait surprendre par une modeste équipe de Curaçao (1-0), à l'aller, et ont concédé le match nul au retour (1-1). Ils ont, par la suite, enchaîné deux autres matches nuls (1-1) contre le Costa-Rica, scellant, par la même occasion, leur descente dans la Ligue B. Remontée haut la main dans la Ligue A, pour l'exercice 2023-2024, la Sélection haïtienne vient de vivre une participation cauchemardesque, avec encore une défaite et trois matches nuls. Matches nuls contre Cuba (0-0), contre Jamaïque (2-2) contre Suriname (1-1) et une défaite contre la Jamaïque (2-3), actant sa relé-

gation dans la Ligue B.

Le contexte de 2019 est différent de 2023. En 2019, les Grenadiers revenaient d'un parcours atypique dans la Gold Cup. Ils ont porté l'équipe nationale vers des sommets inimaginables. Des victoires en pagaille, une place en demi-finale contre le Mexique, qui restera à tout jamais dans les annales. Après cette participation, les joueurs, de Marc Collat, à l'époque, étaient restés dans leur bulle. Ils sont arrivés dans la Ligue des Nations avec une confiance démesurée et ont mordu la poussière face à Curaçao. Ils ne se sont jamais remis de cette défaite, qui leur a coûté leur place dans la Ligue A. En 2023, c'est une sélection haïtienne moribonde, dépassée par ses dirigeants, ses joueurs, ses supporters, et pire encore, dépassée par l'État.

Le football haïtien est entré dans un cycle infernal depuis 2021, avec la prise de fonction du Comité de normalisation. Il fallait aux membres de ce Comité, dans un bref délai, de confier les rênes des sélections à de nouveaux entraîneurs, et c'est là que le bât blesse, puisqu'ils ne se sont jamais retrouvés dans la peau de décideurs. Deux ans après, les sélections nationales seniors (fémi-

nines et masculines), ont déjà eu deux entraîneurs chacune. La Fédération haïtienne de football (FHF), a fait choix, dans un premier temps, de Jean-Jacques Pierre, pour diriger les Grenadiers, et n'a pas renouvelé son contrat, pour confier, par la suite, l'équipe à Gabriel Pellegrino Calderon. Ce dernier vient d'enchaîner six matches sans aucune victoire.

Ce n'est pas tant les résultats qui posent problème, c'est plutôt la réalité d'ensemble du football haïtien. La situation délétaire, dans laquelle se trouve le football haïtien, est liée, d'abord à une absence d'autorité. Ceux qui sont en charge, aujourd'hui, du football haïtien, à l'évidence, ne sont pas à la hauteur, à la FHF. Ce manque d'autorité se manifeste dans les choix des entraîneurs, qui ne sont pas qualifiés, puisqu'ils sont inexpérimentés. Il se manifeste aussi dans le rapport des joueurs avec l'entraîneur, vice-versa, il se confirme enfin dans l'incapacité des dirigeants à s'asseoir avec les responsables de club pour relancer le football local.

De toute évidence, ce Comité n'est pas en mesure d'engager aucune réforme sérieuse pouvant sortir le football de sa léthargie actuelle. La FHF nage en eaux

troubles, sans savoir de quoi demain sera fait. Qui connaît, au jour d'hui, ce qui va se passer à la fin du mandat du Comité de normalisation, qui arrive à terme en novembre prochain ? Personne ! Seule la FIFA ! L'incertitude bat son plein, il n'y a, aujourd'hui, plus de joueurs de football local, ils sont livrés à eux-mêmes. Les dirigeants des clubs des championnats nationaux ne sont pas écoutés, ils sont méprisés, voire humiliés par le Comité de normalisation et par la FIFA, donc ils ne valent pratiquement rien. Pourtant, ce sont eux qui ont porté sur leurs épaules le football local, depuis bien des lustres. Comprendre ce qui se passe aujourd'hui avec nos sélections nationales revient tout simplement à remettre en question le leadership des dirigeants de la FHF. Sont-ils capables de redresser la situation ? Non. En fin de compte, ils ne sont pas à leur place et méritent d'être remplacés par des gens crédibles, capables de redonner vie au football local, de redynamiser le secteur sportif, de remettre en confiance toute la famille du football en engageant un dialogue inclusif prenant en compte les intérêts supérieurs du football.

R.S.

UN CRI POUR SAUVER LE FOOTBALL FÉMININ

Émouvante oraison funèbre pour saluer la mort de Fresnel Duchatelier

Par Marie Antoinette Gauthier Buteau *

J'ai été chargée d'une mission que je n'avais imaginé devoir accomplir, à savoir présenter les condoléances de notre Association, de notre famille des Tigresses/Tigers, à l'endroit de la famille Duchatelier, à l'occasion de ce décès que l'on n'attendait pas, vu que notre grand Ami Ducha resplendissait de santé, il n'y a pas longtemps, jusqu'à cette maladie déclarée au début de l'année, et qui a fini par avoir raison de la santé, jusque-là robuste de notre ami coach, de notre et bien aimé Fresnel Duchatelier, *ou pou nou tout* Tigresses notre DUCHA.

Je ne peux m'empêcher de faire un long retour dans le temps, de plus d'un demi-siècle, pour décrire en quelques mots, l'œuvre colossale de ce coach discret, mais grand travailleur de l'ombre.

On était, nous, footballeuses pionnières, à nos premières années, la période 1974/1975, et on cherchait notre voie, animées d'une volonté farouche de renverser préjugés et tabous pour opérer cette révolution d'imposer le football féminin dans un pays encore conservateur par beaucoup d'aspects. Malgré les préjugés, les réflexions désobligeantes et à vous décourager lancées sous formes d'injures, à côté des terrains de football où des femmes cherchaient à s'amuser au ballon rond ; malgré les soit disant conseils ou mises en garde, qui nous arrivaient de gens pourtant censés, et qui inventaient des théories soit disant pseudo-scientifiques pour dissuader, nous jeunes femmes passionnées de sport, surtout de football, de satisfaire notre passion, nous toutes engagées dans ce combat infernal pour avoir le droit de goûter au plaisir de nous amuser

en tapant dans un ballon rond; d'éprouver, nous aussi, la joie de réaliser de jolies feintes ou des crochets, de marquer de beaux buts ou de faire un dégagement puissant pour défendre nos buts sur des ballons ronds. C'était presque une guerre, et nos parents, on le mesure encore plus aujourd'hui, ont du courage pour nous laisser faire notre chemin.

Bref, au cours de ces années inoubliables, il y'a un peu plus de 50 ans, nous ambitionnions, nous aussi, de renverser les barrières, d'exploser les stades de joie, et de mettre les spectateurs en transes. En effet, nous rêvions d'être footballeuses; nous croyions en ce rêve, qui paraissait fou, ce rêve, qui était celui des milliers de jeunes filles d'Haïti et d'autres filles du monde entier.

Il fallait une sacrée foi pour oser se battre et concrétiser cette folie, cette volonté d'être footbal-

leuses. Oui, nous, jeunes filles, nous aimions la poupée, nous aimions la danse. Nous aimions les rondes et les « *lago kache* », sauter à la corde, ou jouer à la marelle. Nous aimions ces jeux réservés aux fillettes...

Mais, nous voulions aussi caresser, dorloter le ballon en cuir, nous voulions enclencher les dribbles, nous lancer dans des tacles, les belles reprises de tête, bref nous voulions aimer et pratiquer, jouer au football, qui a été et demeure notre passion.

Nous voulions jouer, et bien jouer au football, et nous, les toutes premières footballeuses d'Haïti, en ces années 70, nous pouvions compter sur des parents, nos mères ou nos pères, qui, surs de l'éducation qu'ils ont reçue et qu'ils nous ont transmise, ont épousé, partagé notre soif, et ont choisi d'être avec nous, d'être en plein dans notre bataille pour

devenir footballeuses.

Heureusement, à côté de nos parents, nous pouvions compter sur d'autres passionnés comme nous, d'autres hommes et d'autres femmes, dirigeants de notre club, qui ont choisi d'épouser notre cause, dans ce défi d'imposer le football féminin, dans un pays qui, historiquement et heureusement, a relevé de nombreux défis.

Heureusement, il y'a eu plein d'Haïtiens à nos côtés, nous, les footballeuses, tous des pionniers. Le coach Ducha fut un de ces pionniers, un de ces hommes visionnaires, courageux, compétents, qui a engagé le combat à nos côtés, avec nous, pour nous faire découvrir et cultiver la passion, tous les aspects techniques de ce sport merveilleux.

Ducha ! toi, bouillonnant d'énergie immobile, inanimé, dans

Suite en page 12